

Provence-Alpes-Côte d'Azur

BIBLIOTHÈQUE D'ANALYSES CONJONCTURELLES FILIERE CONSTRUCTION



Edition du 05-02-2025

VISION D'ENSEMBLE

Provence-Alpes-Côte d'Azur

			Evol N-1
Autorisations logements	25 900 logts	-2,3%	▼
Mises en chantier logements	19 400 logts	-16,7%	▼
Mise en ventes de logements	4 260 logts	-50,4%	▼
Réservations de logements	5 600 logts	-27,1%	▼
Autorisations locaux	2 474 mill. m²	+21,8%	▲
Mises en chantier locaux	1 124 mill. m²	-14,1%	▼
Activité du trimestre Entretien-Rénovation		+0,4%	►
Activité du trimestre Travaux Publics		+4,6%	▲
Activité cumulée Travaux Publics		+3,9%	▲
BPE	3 069 620 m3	-5,8%	▼
Granulats	18 130 kt	-9,1%	▼
Nombre Appels Offre publiés	4 660 AO	-2,7%	▼
Montant Appels Offre publiés	7,2 Md€	-3,1%	▼
Salariés	121 350 sal.	-1,8%	▼
Intérimaires	11 466 ETP	-3,6%	▼
Dem. d'emplois	17 634 DEFM	-5,7%	▼
Défaillances	1 550 ent.	+34,1%	▲

- Autorisations et mises en chantier de logements au cours des 12 derniers mois à fin déc. 2024
- Autorisations et mises en chantier de locaux au cours des 12 derniers mois à fin déc. 2024
- Mises en vente et réservations de logements neufs au cours des 12 derniers mois à fin sept. 2024
- Activité entretien-rénovation : évolution du chiffre d'affaires au 3e trim. 2024 comparé au 3e trim. 2023
- Activité Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires au 3e trim. 2024 comparé au 3e trim. 2023 en valeur
- Activité cumulée Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires cumulé depuis le début de l'année au 3e trim. 2024 comparé à un an plus tôt en valeur
- BPE : production brute de BPE des 12 derniers mois à fin oct. 2024
- Granulats : production brute de granulats des 12 derniers mois à fin oct. 2024
- Nombre et montants des appels d'offre travaux publiés au cours des 12 derniers mois à fin déc. 2024
- Salariés : effectifs salariés, en nombre de postes, à fin 3e trim. 2024
- Intérimaires : effectifs intérimaires employés dans la Construction, en ETP brut - moyenne 3 mois à fin oct. 2024
- Dem. d'emplois : demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A dans la Construction à fin 2e trim. 2024
- Défaillances : nombre de défaillances d'entreprises de la Construction cumulées sur 12 mois à fin 3e trim. 2024





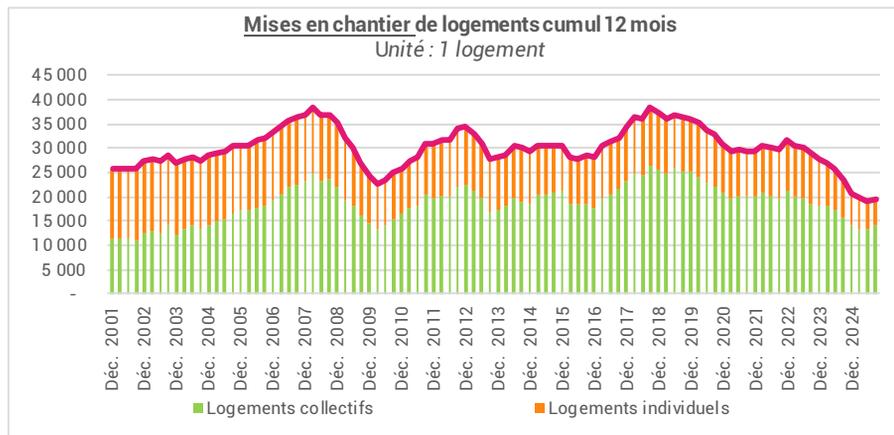
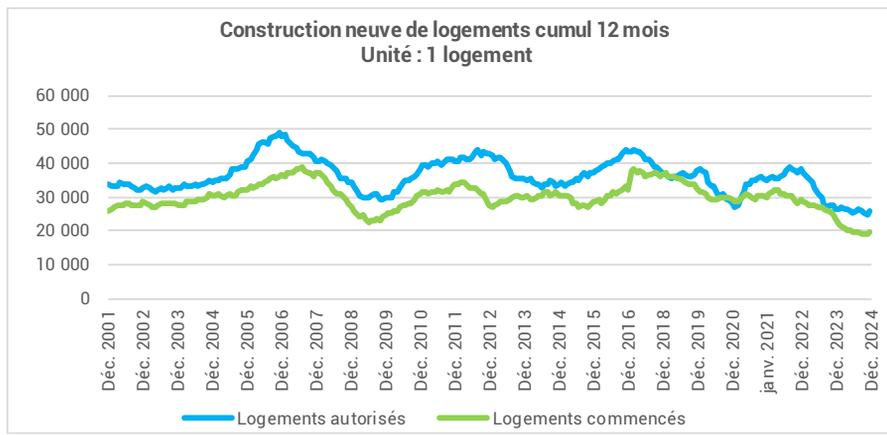
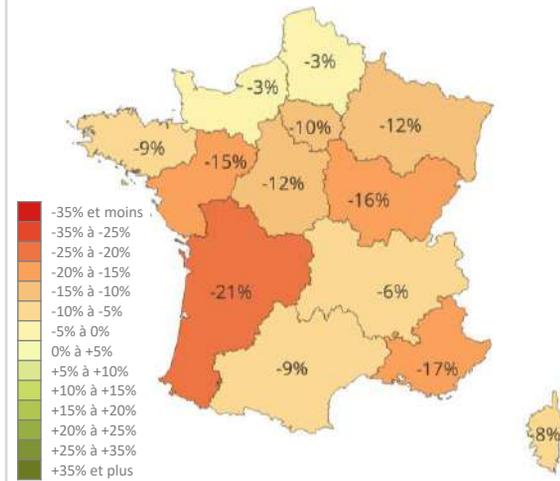
BÂTIMENT

Construction de logements neufs

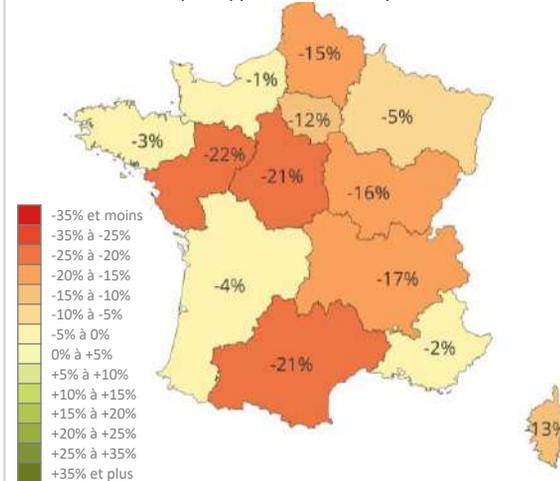
La construction neuve de logements (date réelle estimer)	Cumul 12 mois à fin décembre 2024		
		Evol 1 an	
Total logements commencés	19 400 lgts	-16,7%	▼
Dont individuels purs	3 600 lgts	-33,7%	▼
Dont individuels groupés	1 800 lgts	-16,1%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	14 000 lgts	-10,8%	▼
Total logements autorisés	25 900 lgts	-2,3%	▼
Dont individuels purs	4 500 lgts	-20,3%	▼
Dont individuels groupés	2 600 lgts	-1,8%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	18 800 lgts	+3,2%	▲



Logements commencés sur 12 mois glissants à fin déc. 2024
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Logements autorisés sur 12 mois glissants à fin déc. 2024
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

Du fait d'une collecte de données plus parcellaire sur les mises en chantier, ces données sont davantage sujet à caution.

L'ensemble de l'année 2024 enregistre une baisse des mises en chantier des logements de -16,7% avec 19 400 logements commencés, en un an. Cette chute est accentuée par le logement individuel pur, qui représente 28% des mises en chantier.

Les autorisations ralentissent mais de manière plus atténuée avec 25 900 logements autorisés sur les 12 mois de 2024, soit un recul de -2,3% en un an. Les permis accordés pour des logements collectifs soutiennent le marché avec 18 800 logements autorisés soit +3,2% comparé à l'année 2023. Le logement individuel pur reste nettement en retrait (-20% en glissement annuel).

Sources :

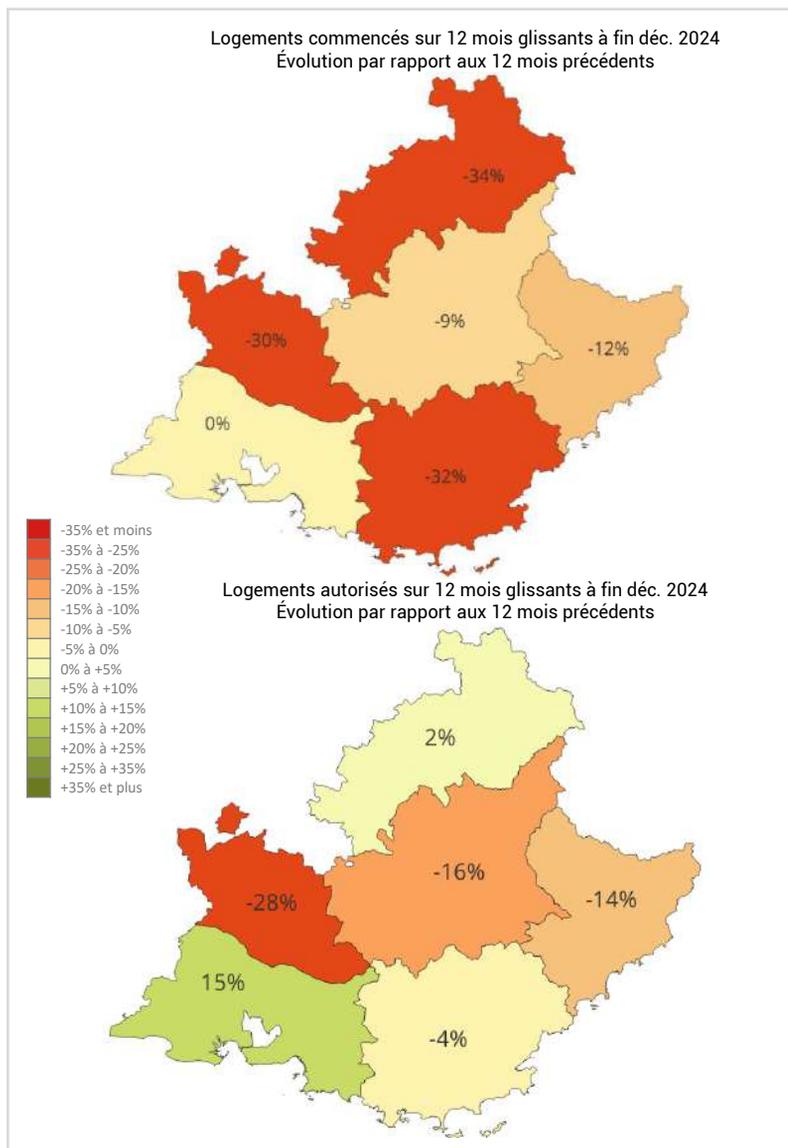
SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques





Construction de logements neufs



Sur l'ensemble de l'année 2024, les mises en chantier de logements neufs connaissent un ralentissement dans les **Alpes-de-Haute-Provence** (-9%) : leur nombre atteint 620 unités, un volume en dessous son niveau moyen annuel d'avant-crise (756 unités). Cette tendance se retrouve également sur les autorisations, qui, sur l'ensemble de l'année 2024, chutent de -16% comparé à 2023.

Dans les **Hautes-Alpes**, la construction résidentielle observe un net ralentissement en 2024 : -34% de logements neufs mis en chantier. Les autorisations de logements tendent à légèrement repartir en 2024 : +2% comparé à l'ensemble de l'année 2023.

Sur l'ensemble de l'année 2024, les mises en chantier en **Vaucluse** chutent (-30% en glissement annuel) et restent en dessous de leurs niveaux moyens de référence (3 300 logements mis en chantier en moyenne par an entre 2012 et 2019 contre 2 030 unités sur les douze derniers mois). Les logements autorisés chutent de -28% sur la même période.

Dans les départements littoraux, les volumes de logements commencés restent également nettement inférieurs à leurs niveaux moyens pré-Covid. La chute s'intensifie même dans les **Alpes-Maritimes** et le **Var** avec des ouvertures de chantier qui s'affichent respectivement à -12% et -32% au cumul sur l'année 2024 (comparé au 12 mois de l'année 2023) et des autorisations qui continuent de s'effondrer (respectivement -14% et -4% en 2024 par rapport à 2023). En revanche, les **Bouches-du-Rhône** repassent en positif en 2024, du côté des mises en chantier (+0,2% en un an) mais surtout au niveau des autorisations (+15% par rapport à 2023), notamment grâce au redémarrage du logement collectif (+9% de mises en chantier et +24,5% d'autorisations).

Sources :

SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques



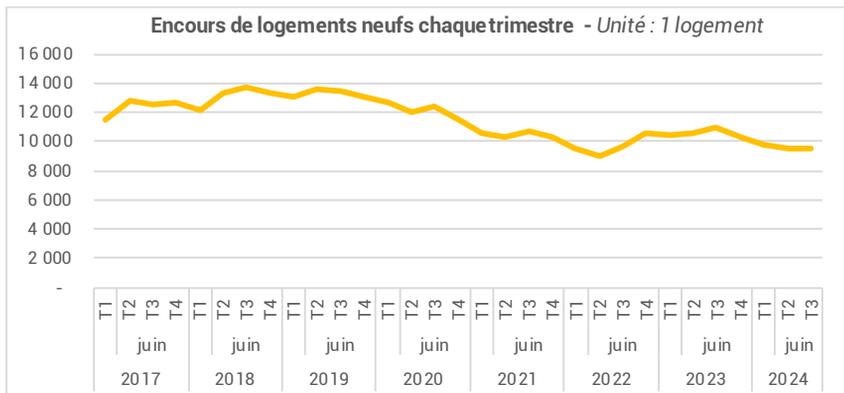
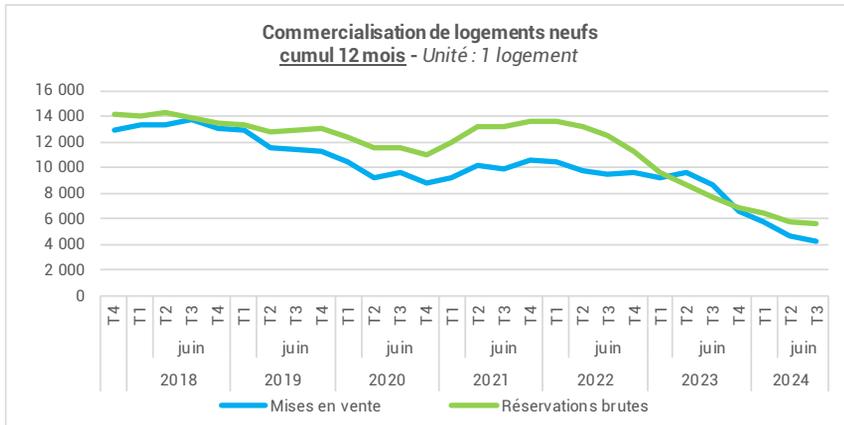
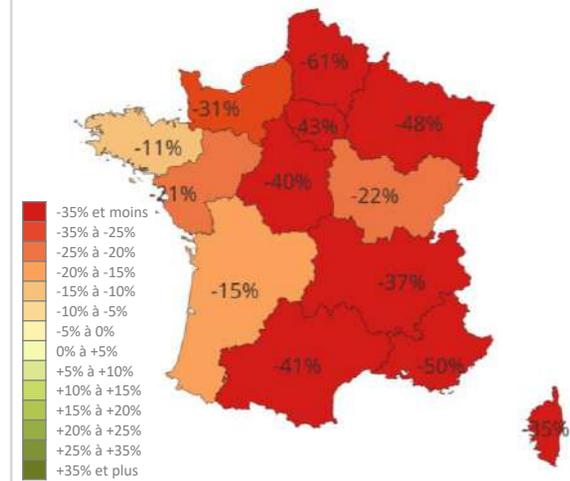


Commercialisation de logements neufs

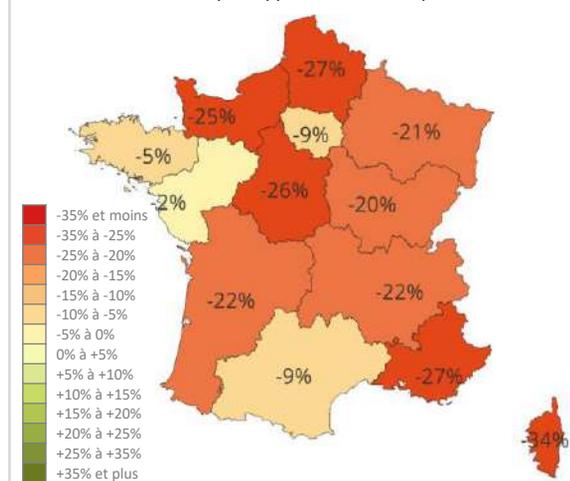
La commercialisation de logements neufs aux particuliers	3 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente ⁽¹⁾	4 260 lgts	-50,4%	▼
Dont collectifs	3 920 lgts	-51,6%	▼
Dont individuels	340 lgts	-30,3%	▼
Réservations	5 600 lgts	-27,1%	▼
Dont collectifs	5 280 lgts	-26,4%	▼
Dont individuels	320 lgts	-36,3%	▼
Vente en bloc	6 290 lgts	+13,1%	▲



Logements neufs mis en vente sur 12 mois glissants à fin sept. 2024 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Logements neufs réservés sur 12 mois glissants à fin sept. 2024 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Avertissement : L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers

Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

La demande en logement neufs continue de s'effondrer : 5 600 logements ont été réservés par des particuliers auprès de promoteurs immobiliers sur les 12 derniers mois sur l'ensemble de la région, de loin le plus bas volume sur 12 mois enregistré depuis le début du suivi statistique en 2005.

Le recul de la demande pousse les promoteurs à mettre en pause leurs projets : sur les 12 derniers mois, les mises en vente de logements neufs reculent de -50,4% sur l'ensemble de la région et atteignent également leur point bas historique.

Dans ce contexte morose, la vente en bloc vient quelque peu soulager les promoteurs : ces dernières, qui ont progressé de +13,1% sur 12 mois comparé à il y a un an, ont représenté plus de la moitié des réservations enregistrées sur les 4 derniers trimestres dans la région, contre 25% en moyenne avant-Covid. Ces ventes en bloc permettent ainsi aux promoteurs de déstocker leurs programmes (-13,1% de logements disponibles à la vente entre fin septembre 2023 et fin septembre 2024).

Sources :

SDES*, ECLN (données brutes)

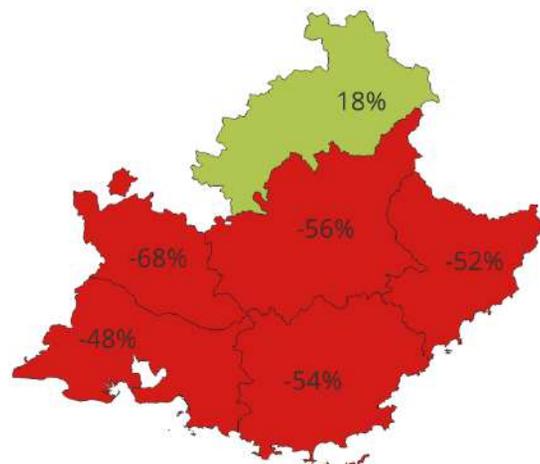
*Service des données et études statistiques



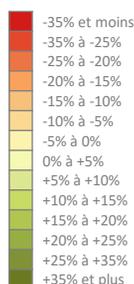
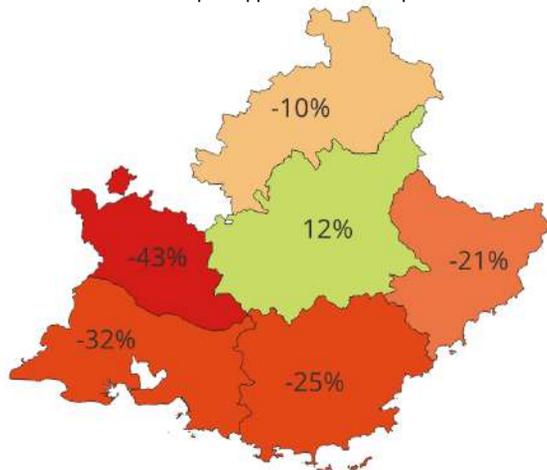


Commercialisation de logements neufs

Logements neufs mis en vente sur 12 mois glissants à fin sept. 2024
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Logements neufs réservés sur 12 mois glissants à fin sept. 2024
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Les mises en vente du 3^{ème} trimestre 2024 présentent un ralentissement sur l'ensemble des départements à l'exception des **Hautes-Alpes**, qui progressent de +18% ce trimestre, mais avec 340 unités, en dessous du niveau moyen historique (410 unités).

Les **Alpes-de-Haute-Provence**, enregistrent une chute des commercialisations de -56% en année glissante (147 unités).

Le **Vaucluse** observe le plus fort ralentissement des mises en ventes : -68% en glissement annuel au 3^{ème} trimestre 2024. La demande fut dynamique post-Covid (près de 1 000 logements neufs mis en vente en moyenne par an en 2021-2022 contre 600 par an en moyenne sur la période 2017-2019), mais le marché a complètement perdu le rythme en 2023 et encore plus en 2024 (210 logements commercialisés sur les douze derniers mois).

Le marché n'a quant à lui jamais redémarré dans les départements littoraux et poursuit son déclin en 2024 (1 540 logements commercialisés sur les 12 derniers mois dans les **Bouches-du-Rhône**, 995 dans les **Alpes-Maritimes** et 1 020 dans le **Var**).

Du côté de la demande, tous les départements de la région, hormis le département des **Alpes-de-Haute-Provence** qui connaît une hausse des réservations de +12% en glissement annuel, affichent des niveaux de réservation historiquement bas et s'inscrivent dans une tendance nationale complètement dégradée.

Sources :
SDES*, ECLN (données brutes)
*Service des données et études statistiques

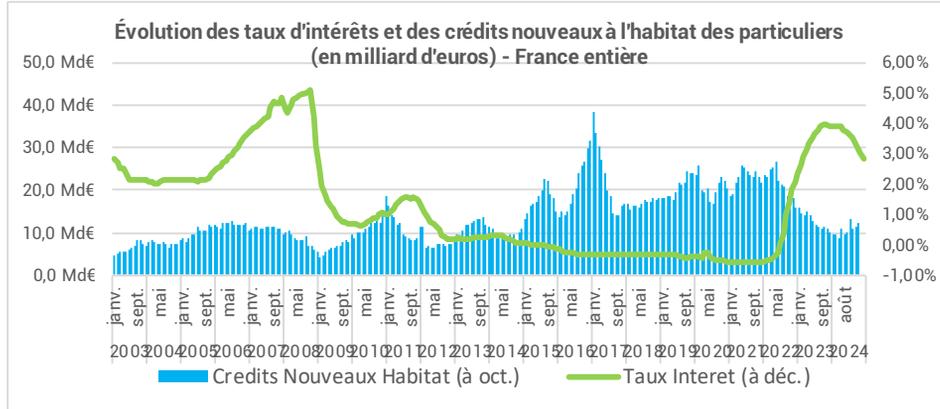




Crédits à l'habitat et prêts à taux zéro

Crédits à l'habitat			
Crédits nouveaux à l'habitat (M€) Cumul 3 mois (évol. 1 an) (à fin oct. 2024)	34 600 M€	+1,8%	▲
Taux d'intérêt (évol. 1 mois) (à fin déc. 2024)	2,816%	-0,19 pt	▼

Les statistiques concernant les crédits à l'habitat incluent les prêts aidés et les renégociations de contrats.



Source :
Banque de France

+1,8% ▲

EN 1 AN
CRÉDITS NOUVEAUX À L'HABITAT – FRANCE
CUMUL 3 MOIS - À FIN OCT. 2024

34 600 M€

-25,7% ▼

EN 1 AN
PRETS A 0% PTZ+ DISTRIBUÉS DANS LE NEUF
CUMUL 4 TRIM. - À FIN SEPT. 2024

2 040 prêts

Malgré la crise encore en cours du logement neuf, le nombre de crédits accordés pour l'acquisition de logements semble doucement redémarrer : sur les trois derniers mois (août à octobre) et sur l'ensemble du pays, 34,6 Md€ de crédits nouveaux (tous achats immobiliers confondus) ont en effet été délivrés aux particuliers par les banques françaises, en hausse de +1,8% en un an.

Cette hausse du volume de crédits peut s'expliquer par des taux d'intérêts qui poursuivent leur atterrissage : à fin décembre 2024, le taux moyen sur le marché concurrentiel pour des prêts immobiliers s'affiche à 2,816%, en baisse de -0,19 points en un mois et très éloigné des presque 4% atteints à l'automne 2023.

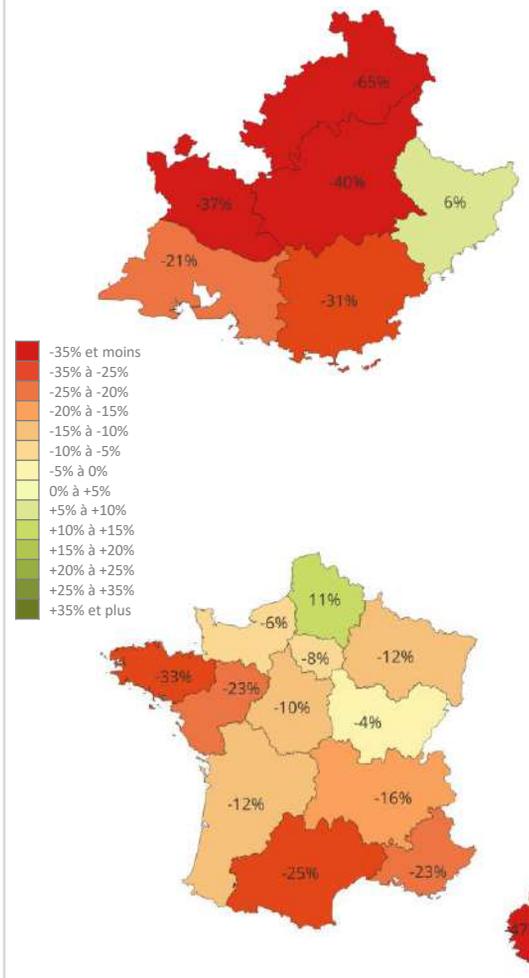
Prêts à 0% PTZ+	3 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
	Dans le neuf		
Nombre de prêts délivrés	452	-25,4%	▼
Nombre de prêts délivrés cumul 4 trim	2 040	-25,7%	▼
Dans l'ancien			
Nombre de prêts délivrés	78	+100,0%	▲
Nombre de prêts délivrés cumul 4 trim	210	+29,2%	▲

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué, sous conditions, pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant. Le montant est limité à 40% de l'achat du logement neuf. Depuis le 1^{er} janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

En corrélation avec le fort recul des commercialisations de logements neufs, les prêts à taux zéro délivrés dans la région pour l'acquisition de logements neufs ont régressé de -25,7% en cumul 12 mois.

La crise du logement est accentuée par le neuf puisque les prêts à taux zéro pour l'acquisition de logements anciens ont progressé dans la région (+29,9% en cumul 12 mois au 3^{ème} trimestre 2024).

PTZ+ distribués dans le neuf sur les 12 derniers mois à fin sept. 2024 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Source :
SGFGAS (données brutes)





BÂTIMENT

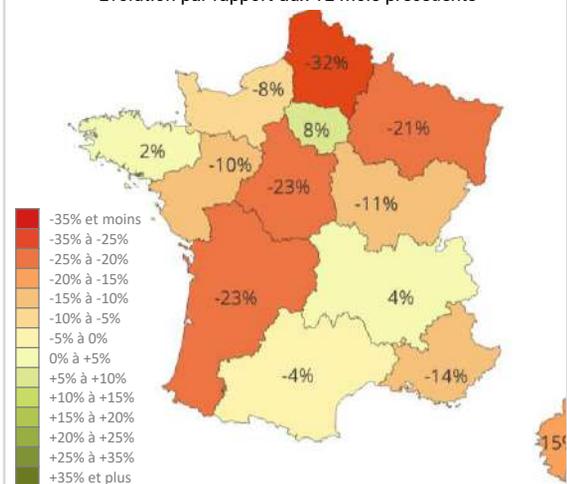
Construction de locaux neufs

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin déc. 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	1 124 mill. m²	-14,1%	▼
Bâtiments agricoles	249 mill. m²	+29,3%	▲
Secteur privé non agricole	600 mill. m²	-22,0%	▼
Dont locaux industriels	46 mill. m ²	-42,1%	▼
Dont commerces	156 mill. m ²	+8,5%	▲
Dont bureaux	120 mill. m ²	-52,5%	▼
Dont entrepôts	194 mill. m ²	+8,7%	▲
Dont autres locaux	84 mill. m ²	-26,5%	▼
Secteur public	275 mill. m²	-20,7%	▼

Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin déc. 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	2 474 mill. m²	+21,8%	▲
Bâtiments agricoles	674 mill. m²	+75,6%	▲
Secteur privé non agricole	1 380 mill. m²	+23,5%	▲
Dont locaux industriels	160 mill. m ²	+96,2%	▲
Dont commerces	279 mill. m ²	+3,0%	▲
Dont bureaux	313 mill. m ²	+18,1%	▲
Dont entrepôts	458 mill. m ²	+36,3%	▲
Dont autres locaux	171 mill. m ²	+3,8%	▲
Secteur public	420 mill. m²	-20,8%	▼

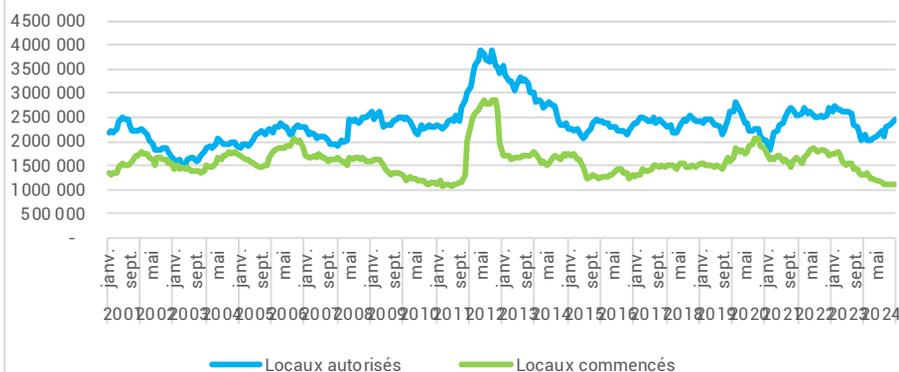


Locaux commencés sur 12 mois glissants à fin déc. 2024
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Construction neuve de locaux cumul 12 mois

Unité : milliers de m²



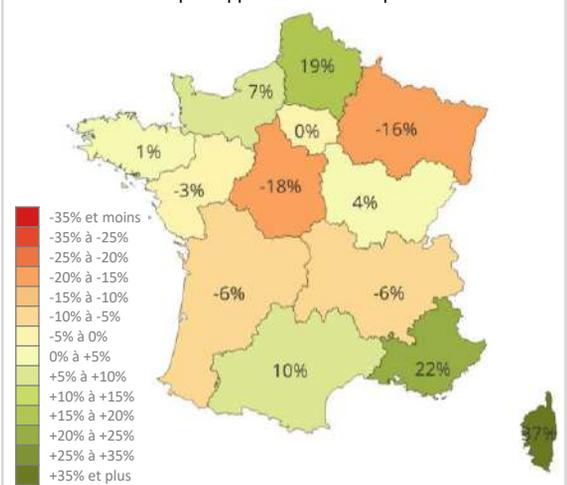
Avertissement : Les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

Le recul de la construction neuve touche également le segment non-résidentiel en Provence-Alpes-Côte d'Azur : sur l'ensemble de l'année 2024, la surface de locaux neufs mise en chantier baisse ainsi de -14,1% comparé à l'année 2023. La majorité des marchés s'affichent une baisse au cours des 12 derniers mois ; seuls les bâtiments agricoles (+29,3%), les commerces (+8,5%) et les entrepôts (+8,7%) apparaissent dans le vert sur l'année.

En revanche, le sursaut est visible en 2024 en Provence-Alpes-Côte d'Azur au niveau des autorisations : sur l'ensemble de l'année 2024, la surface non-résidentielle autorisée progresse en effet de +21,8% par rapport à 2023, et seul le secteur public connaît un ralentissement (-20,8%) en 2024.



Locaux autorisés sur 12 mois glissants à fin déc. 2024
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Sources :

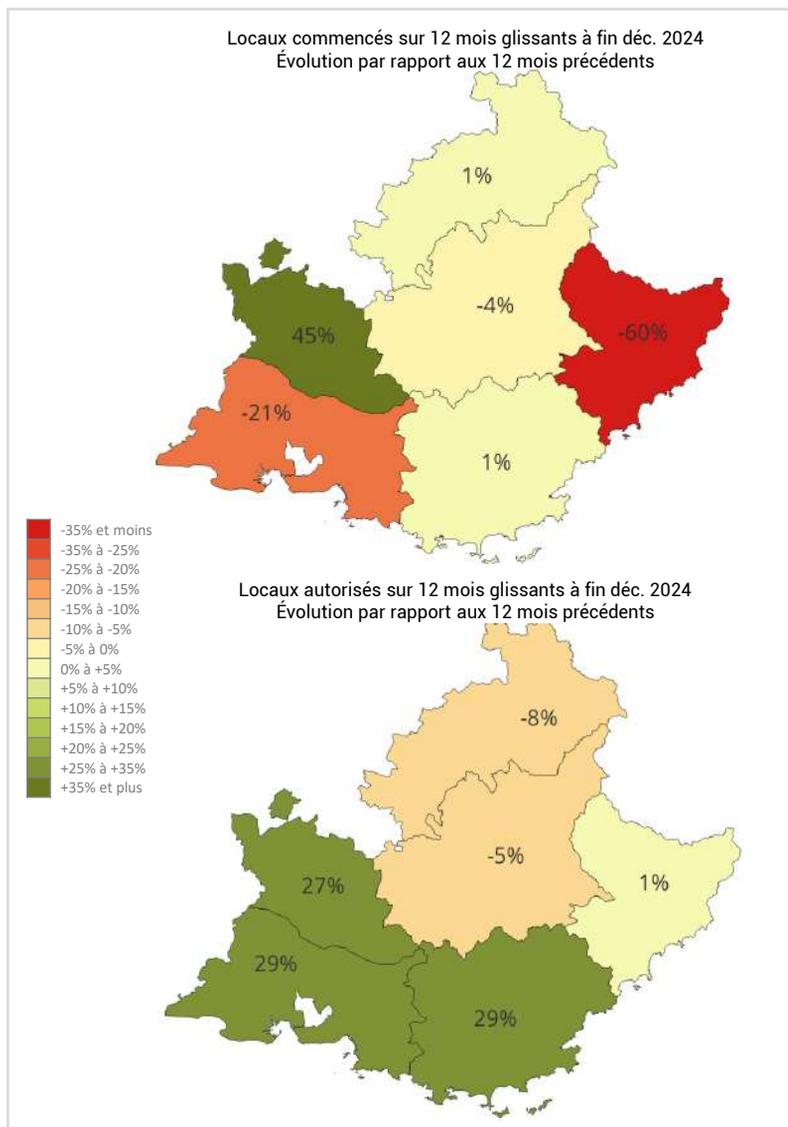
SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques





Construction de locaux neufs



Si la construction non-résidentielle neuve se contracte nettement sur l'ensemble de la région en 2024 comparé à 2023, la tendance est différente par départements. Ainsi, dans les **Alpes-de-Haute-Provence** la surface non-résidentielle mise en chantier ralenti de -4% sur les douze derniers mois ; on reste en-deçà du niveau moyen décennal (36 milliers de m² en 2024 contre 47 milliers de m² par an en moyenne entre 2013 et 2023).

Le département des **Hautes-Alpes** se maintient quant à lui à +1% comparé à l'année 2023, à un niveau similaire à sa moyenne longue période : 60 milliers de m² mis en chantier (contre 61 milliers de m² par an en moyenne entre 2013 et 2023).

Dans le **Var** les surfaces mises en chantier de l'année se maintiennent également comparé à l'année 2023 (+1%), soit 205 milliers de m² (contre 247 milliers de m² en moyenne chaque année depuis 2005).

En **Vaucluse**, la hausse des ouvertures de chantier enregistrée sur l'année 2024 atteint +45% en glissement annuel, avec 251 milliers de m², ce qui dépasse son niveau moyen annuel entre 2008 et 2019 (environ 200 milliers de m²).

Dans les **Bouches-du-Rhône**, la construction non-résidentielle neuve est en berne depuis plus d'un an et continue de plonger en 2024 : -21%, affichant 486 milliers de m² en 2024.

La chute la plus brutale a lieu dans les **Alpes-Maritimes** : avec 86 milliers de m² de locaux non-résidentiels mis en chantier sur l'ensemble de l'année 2024, le département présente un bilan inférieur de -60% comparé à la même période précédente. Soit -59% comparé à son niveau annuel moyen des dix dernières années (plus de 210 000 milliers de m²).

Du côté des autorisations, elles ralentissent dans les Hautes-Alpes ; c'est le département le plus touché en 2024 : -8% (cumul des 12 derniers mois comparés aux 12 précédents). Les Alpes-de-Haute-Provence observent une baisse de -5%, alors que les Alpes-Maritimes se maintiennent au niveau des 12 derniers mois précédents (+1%). On observe que les autres départements de Provence-Alpes-Côte d'Azur sont en hausse en glissement annuel : le Vaucluse de +27%, le Var de +29% et les Bouches-du-Rhône de +29% par rapport à l'année 2023.

Sources :

SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques



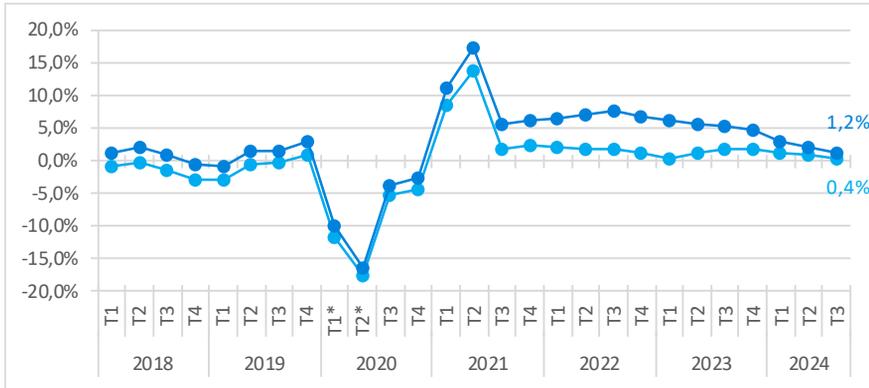


BÂTIMENT

Activité entretien-rénovation

Évolution de l'activité d'entretien rénovation par rapport au même trimestre de l'année précédente

Au global



+0,4% =

EN 1 AN
**ACTIVITÉ ENTRETIEN-RÉNOVATION
DU TRIMESTRE**

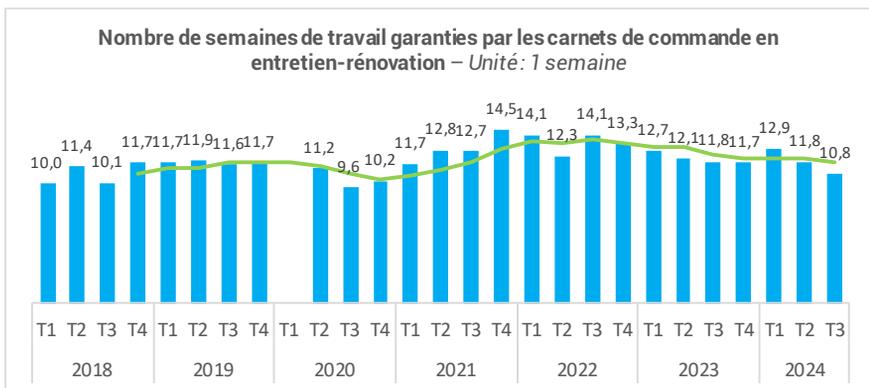
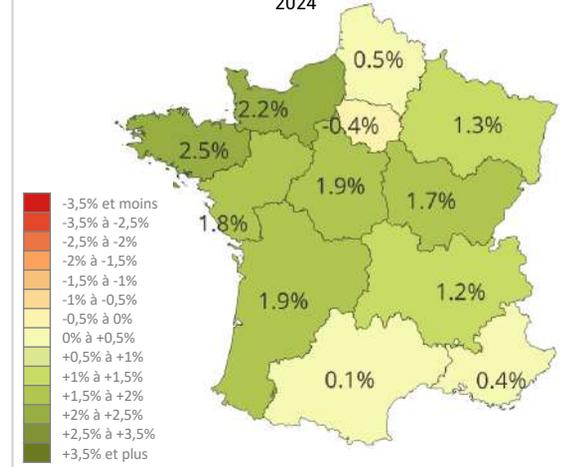
AU 3E TRIM. 2024

Par segment de marché



* Estimations GIE Réseau des CERC basées sur un échantillon restreint d'entreprises

Évolution par rapport au T2 2023 de l'activité entretien-rénovation (en volume de travaux facturés) enregistrée au T3 2024



10,8 semaines

**DE TRAVAIL GARANTI PAR LES
CARNETS DE COMMANDE EN
ENTRETIEN-RÉNOVATION**

À FIN SEPTEMBRE 2024

-1,0 semaines ▼

EN 1 TRIMESTRE

L'activité entretien-rénovation progresse de +0,4% en volume de travaux facturés au 3^{ème} trimestre 2024 par rapport à un an plus tôt en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Le ralentissement de la croissance se confirme avec un taux d'évolution qui se maintient sous les +1% pour le deuxième trimestre consécutif, enchaînement inédit depuis les confinements Covid. En euros courants, la hausse de la facturation se chiffre à +1,2% sur la période.

Les carnets de commande en entretien-rénovation continuent de se réduire en Provence-Alpes-Côte d'Azur (-1 semaine en un trimestre et une perte de près d'un mois depuis fin décembre 2021) et se rapprochent de leur point bas historique (hors confinements Covid).

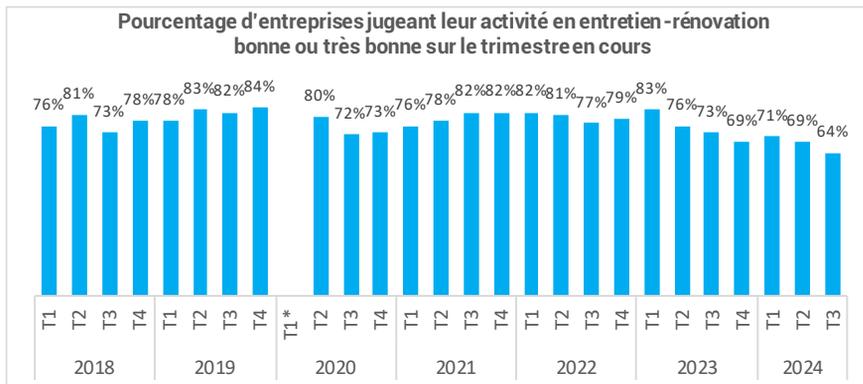
Source : Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation



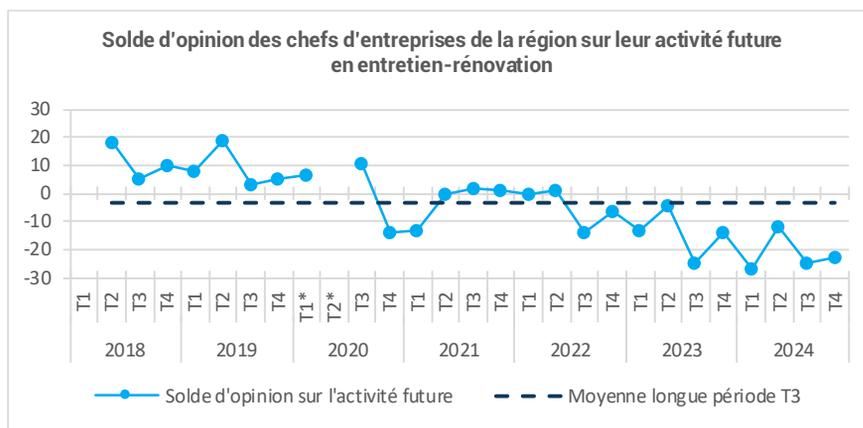


BÂTIMENT

Opinion des chefs d'entreprises sur l'activité entretien-rénovation



64%
DES ENTREPRISES JUGENT LEUR
ACTIVITÉ EN ENTRETIEN-
RÉNOVATION BONNE OU TRÈS
BONNE
AU 3E TRIM. 2024
-5 pts ▼
EN 1 TRIMESTRE



-23
SOLDE D'OPINION DES CHEFS
D'ENTREPRISES SUR LEUR ACTIVITÉ
ENTRETIEN-RÉNOVATION DU
PROCHAIN TRIMESTRE
AU 3E TRIM. 2024
+2 pts
ÉVOL. 1 TRIM.

Note : Solde d'opinion = écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

64% des entreprises Bâtiment de Provence-Alpes-Côte d'Azur jugent leur activité en entretien-rénovation bonne ou très bonne au 3^{ème} trimestre 2024. Cela signifie que 36% la considèrent comme mauvaise voire très mauvaise, plus haut niveau enregistré depuis le début du suivi en 2018. L'appréciation des entreprises Bâtiment de la région sur leur situation économique actuelle continue donc de se dégrader, comme depuis le point haut du 1^{er} trimestre 2021 (83% d'entreprises satisfaites).

L'opinion des entreprises du Bâtiment de la région sur leur activité future semble légèrement meilleure au 3^{ème} trimestre 2024 : +2 points par rapport au trimestre précédent, mais le solde d'opinion sur l'activité future se maintient largement en territoire négatif, tout proche de son plus bas niveau historique et se place 20 points en-dessous de sa moyenne longue période.

Source : Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation





Éco-prêts à taux zéro

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 3 ^e trimestre 2024 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	32,46 M€	+11,0%	▲
Nombre d'ÉCO-PTZ	1 740 ÉCO-PTZ	+9,8%	▲

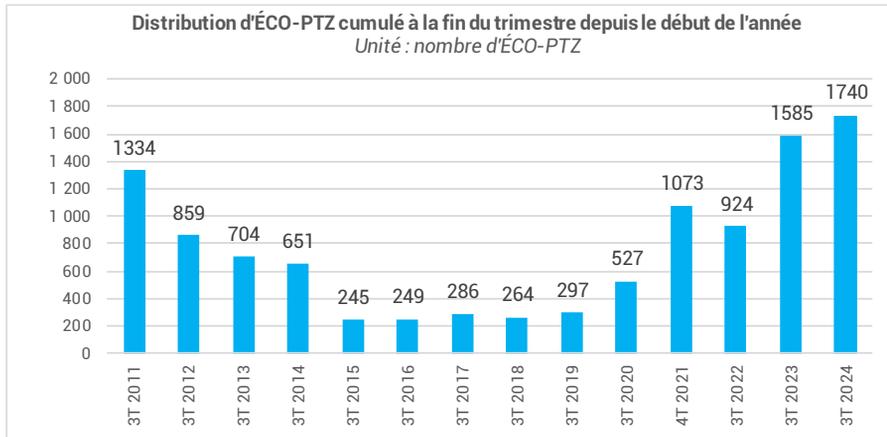
+11,0% ▲

DE JANVIER À FIN DU 3^e TRIM. 2024

DU VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS

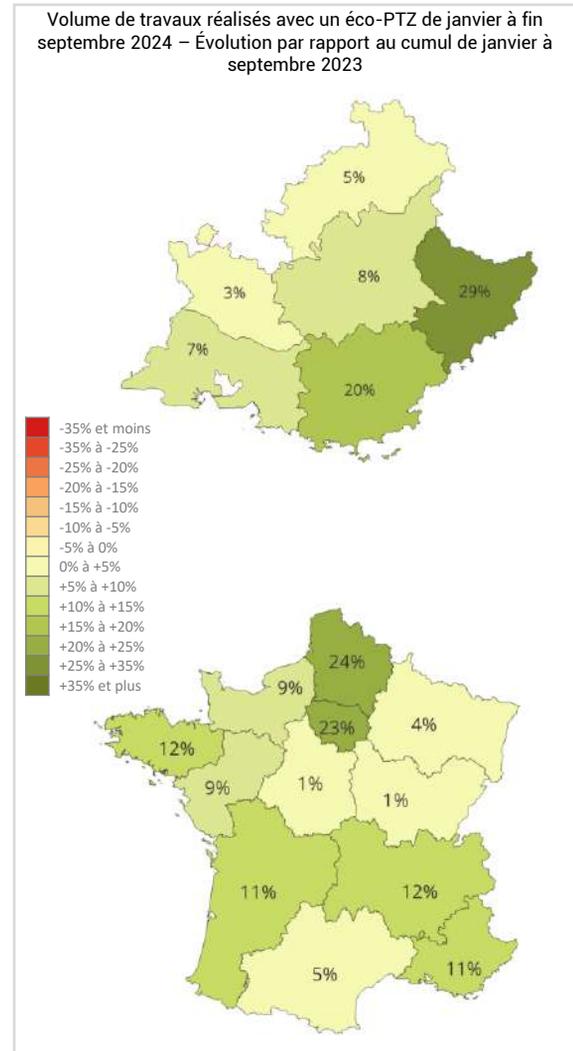
ECO-PTZ - EVOLUTION 1 AN

32,46 M€



L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 50 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation. Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires. Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Depuis l'ouverture de l'éco-PTZ aux monogestes en 2019, la sollicitation de ce prêt ne cesse d'augmenter dans la région. La création en 2023 d'un éco-PTZ « MaPrimeRénov' », destiné spécifiquement au financement du reste à charge pour les ménages bénéficiant d'une subvention MaPrimeRénov', combinée à une augmentation du plafond de financement (50 000 € désormais contre 30 000 € auparavant) a accéléré la démocratisation de ce dispositif : depuis le début de l'année 2024, on enregistre 1 740 prêts accordés dans la région.



Source : SGFGAS (données brutes)





TRAVAUX PUBLICS

Activité Travaux Publics

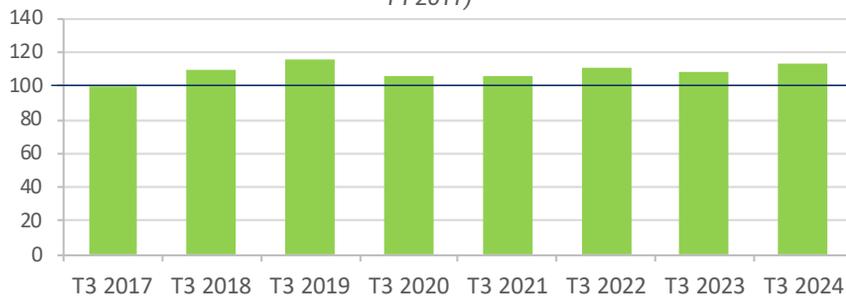
Évolution de l'activité travaux publics par rapport au même trimestre de l'année précédente (en valeur)



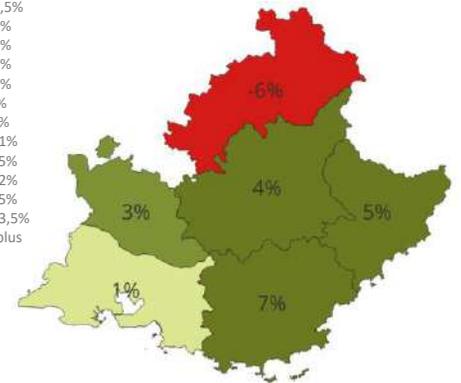
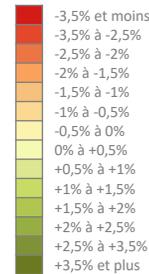
+4,6% ▲

EN 1 AN
ACTIVITÉ TRAVAUX PUBLICS DU TRIMESTRE
AU 3E TRIM. 2024

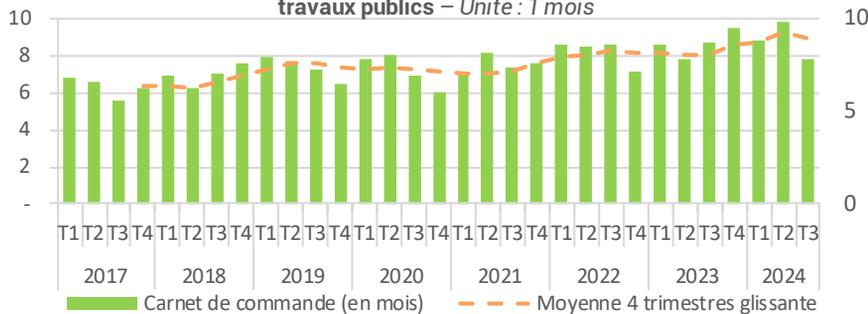
Évolution de l'activité travaux publics au T3 (en valeur, en base 100 au T1 2017)



Évolution par rapport au T3 2023 de l'activité travaux publics (en valeur) enregistrée au T3 2024



Nombre de mois de travail garantis par les carnets de commande en travaux publics – Unité : 1 mois



7,8 mois

DE TRAVAIL GARANTI PAR LES CARNETS DE COMMANDE EN TRAVAUX PUBLICS

À FIN SEPTEMBRE 2024

-0,9 mois =

EN 1 TRIMESTRE

Après un 1^{er} trimestre 2024 orienté à +1,1% et un 2^{ème} trimestre à +3,7%, le chiffre d'affaires Travaux Publics progresse encore de +4,6% au 3^{ème} trimestre 2024, plaçant les 9 premiers mois de 2024 à +3,9% (hors effet prix). L'activité Travaux Publics reste donc robuste en 2024 et se maintient au-dessus de son niveau pré-Covid.

Seul le département des Hautes-Alpes affiche un mauvais 3^{ème} trimestre, mais tous affichent un bilan cumulé 2024 positif. Au niveau des métiers, tous affichent du vert au 3^{ème} trimestre et enregistrent un niveau cumulé positif.

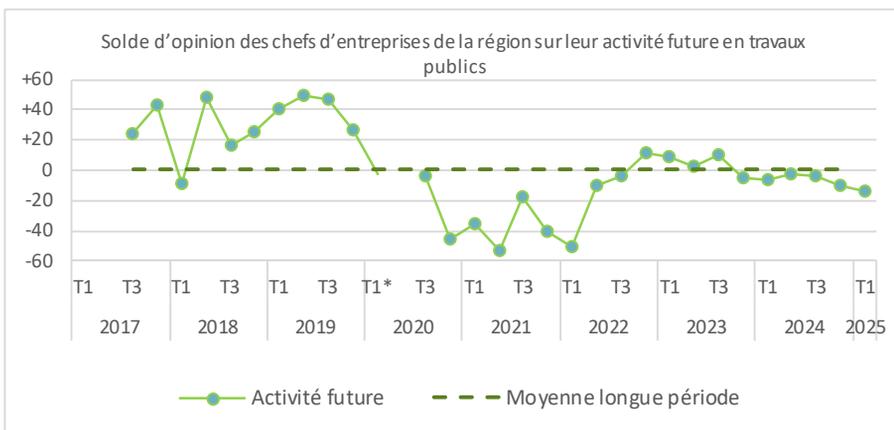
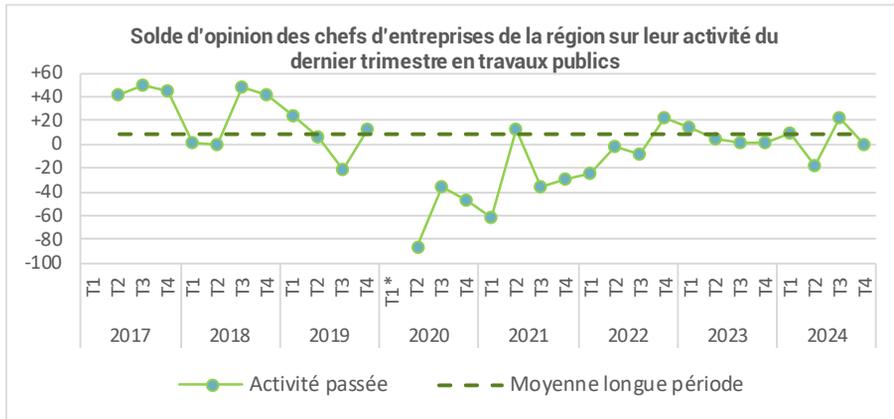
Les prises de commande diminuent nettement dans la région, même si elles restent à un niveau élevé avec 7,8 mois de travail garanti.





TRAVAUX PUBLICS

Opinion des chefs d'entreprises



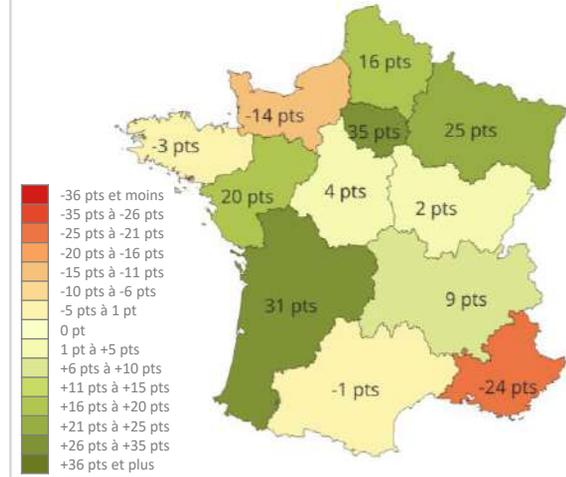
Note : Solde d'opinion = écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

Après le fort rebond observé au 3^{ème} trimestre 2024 par l'enquête trimestrielle menée par la FNTP (+41 points), le solde d'opinion des chefs d'entreprise de Provence-Alpes-Côte d'Azur sur leur activité du 4^{ème} trimestre 2024 repart à la baisse (-24 points) et repasse sous sa moyenne de longue période. C'est la baisse la plus importante de France.

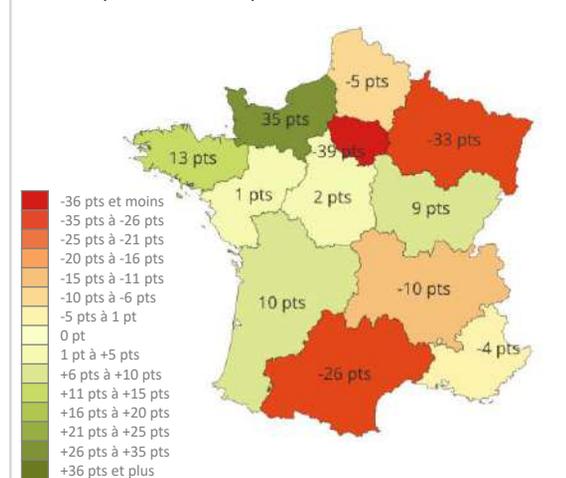
La vision de ces mêmes chefs d'entreprises pour les trois mois à venir continue quant à elle de baisser : -4 pts par rapport au trimestre précédent.



Évolution par rapport au T3 2024 du solde d'opinion des chefs d'entreprises de travaux publics sur leur activité du T4 2024



Évolution par rapport au T4 2024 du solde d'opinion des chefs d'entreprises de travaux publics sur leur activité du T1 2025



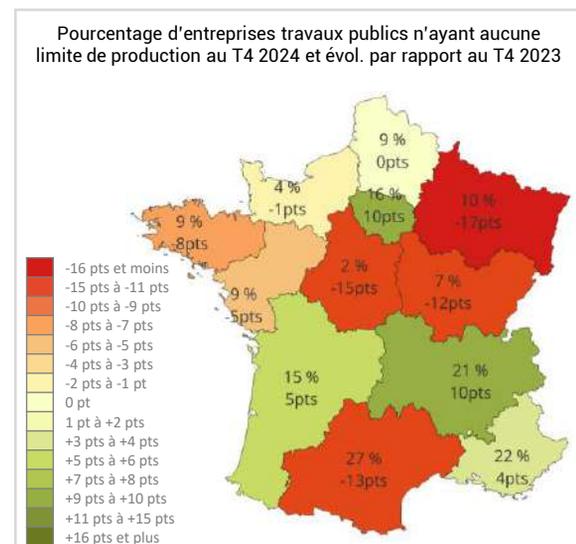
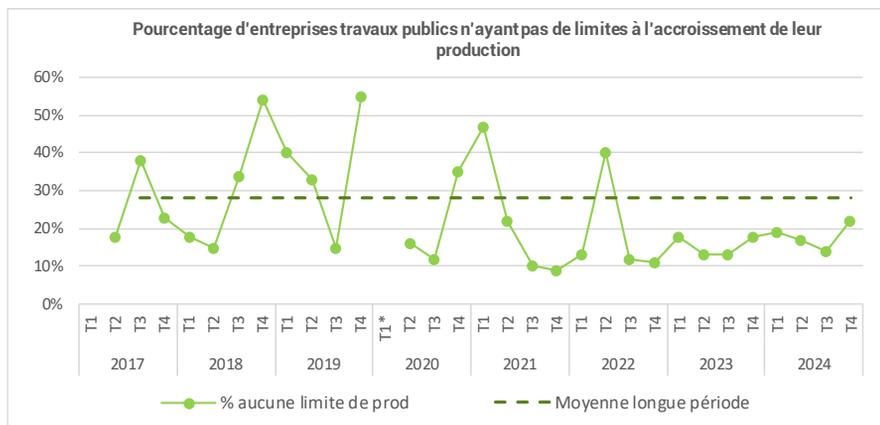
Source : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE



TRAVAUX PUBLICS

Opinion des chefs d'entreprises

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics	4 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
Entreprises n'ayant pas de limites à l'accroissement de leur production (% d'entrep.)	22%	+4 pts	▲
Contraintes empêchant les entreprises d'augmenter leur production (% d'entrep.)			
Insuffisance de la demande	56%	+9 pts	▲
Insuffisance en personnel	23%	-29 pts	▼
Contraintes financières	8%	-5 pts	▼
Conditions climatiques	9%	-2 pts	▼
Insuffisance de matériel	1%	-4 pts	▼
Autres facteurs	1%	0 pts	=



Les difficultés persistent sur le terrain pour les entreprises de Travaux Publics, même si la situation semble s'améliorer (78% indiquent être limitées dans leur production à fin décembre 2024, soit une baisse de -4 points par rapport à la même période de 2023). Les difficultés concernent essentiellement le manque de demande (pour 56% des entreprises, en hausse de +9 points sur un an), ainsi que le manque de main-d'œuvre (23% des entreprises interrogées sont concernées), même si cet indicateur baisse très fortement (-29 points en un an), en lien avec une activité, et donc un besoin, au ralenti.

Source :
Enquête trimestrielle FNTP/INSEE

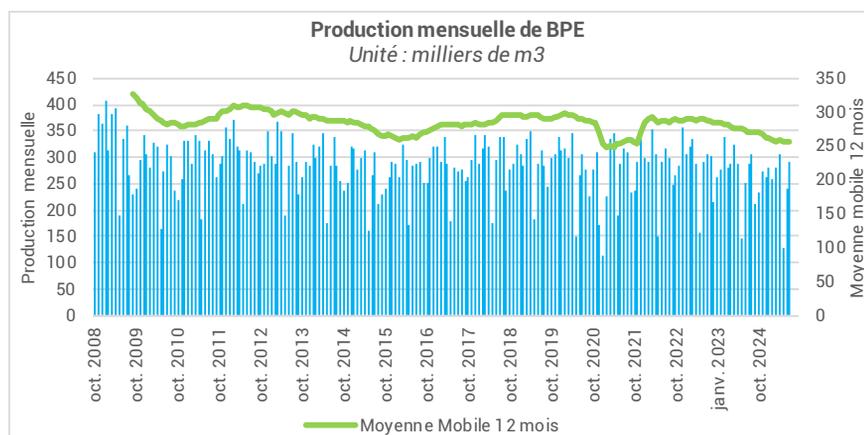
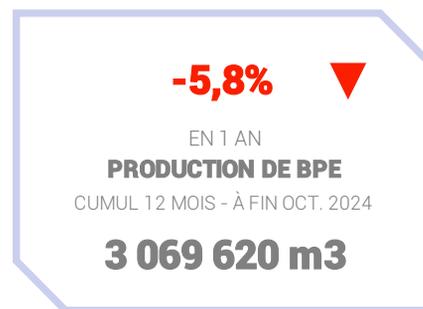




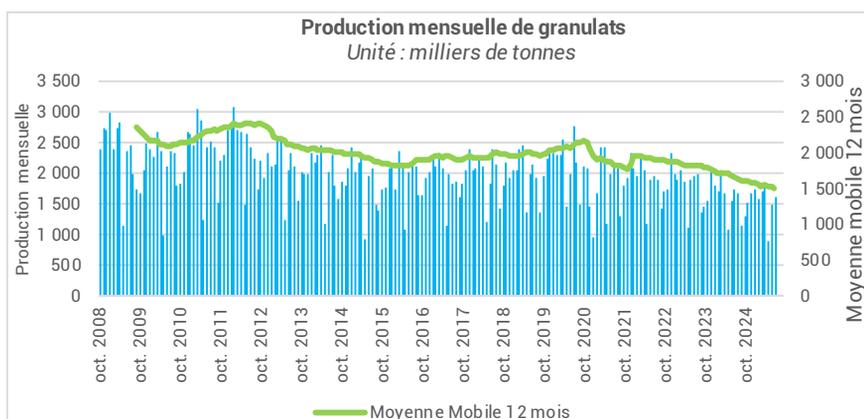
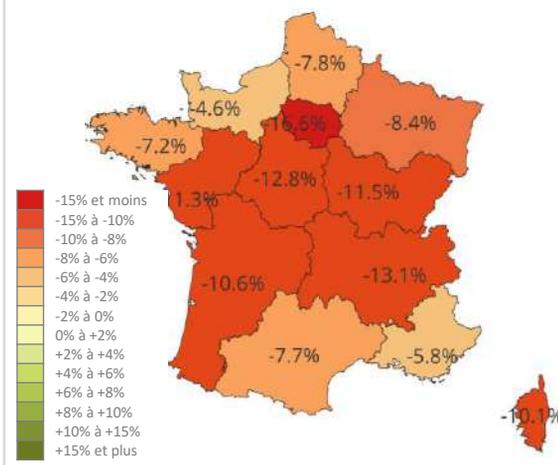
INDUSTRIE MATÉRIAUX

Production de Béton Prêt à l'Emploi (BPE) et de Granulats

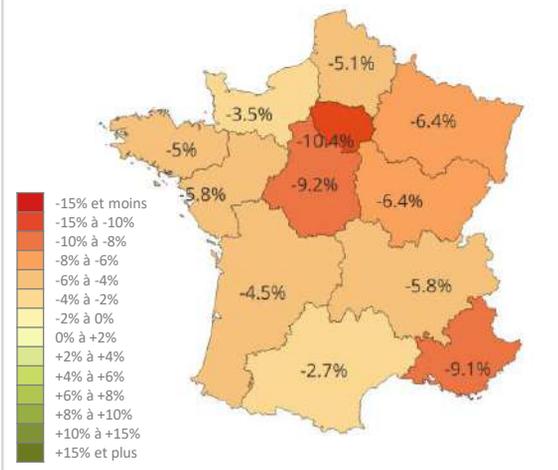
La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en oct. 2024	291 644 m3	+15,8%	▲
Prod. de Granulats en oct. 2024	1 610 kt	+3,4%	▲
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janv. et oct. 2024	2 551 750 m3	-6,9%	▼
Production de Granulats entre janv. et oct. 2024	15 330 kt	-7,7%	▼



Production de BPE sur 12 mois glissants à fin oct. 2024
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Production de granulats sur 12 mois glissants à fin oct. 2024
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Alors que la crise dans le secteur du Bâtiment se poursuit, elle entraîne dans son sillage le premier maillon de sa chaîne de valeur, le béton prêt à l'emploi. La production régionale de BPE continue de refluer et affiche sur les douze derniers mois un volume en baisse de -5,8% par rapport aux douze mois précédents (à fin octobre 2024). La dynamique baissière semble même s'accroître en 2024, puisque le recul s'affiche à -6,9% au cumul depuis le début de l'année par rapport à un an plus tôt (avec un mois d'août parmi les plus bas jamais observé).

Le secteur des granulats n'échappe pas non plus à la morosité ambiante puisque la production régionale de granulats s'est contractée de -9,1% sur la période novembre 2023-octobre 2024 par rapport à un an plus tôt et de -7,7% au cumul depuis le début de l'année.

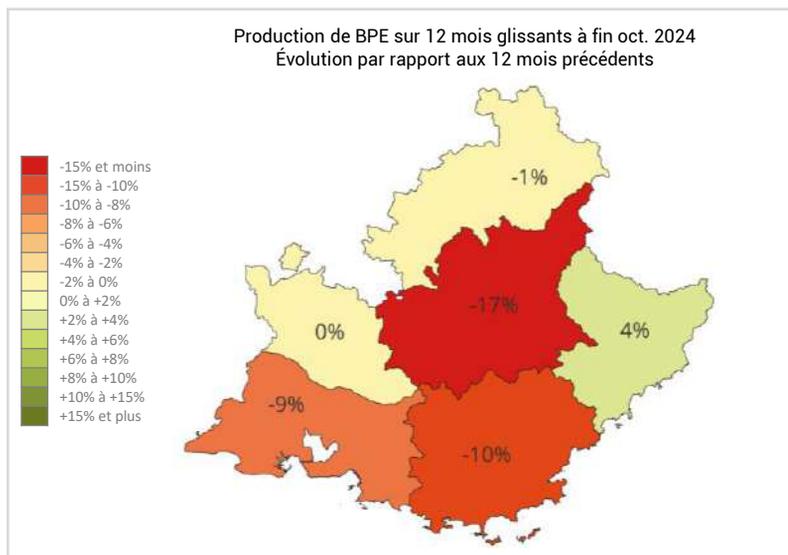
Sources : UNICEM pour le BPE et les granulats, SFIC pour le ciment (données brutes, non cvs, non cjo)





INDUSTRIE MATÉRIAUX

Production de Béton Prêt à l'Emploi (BPE)



La production de BPE se maintient dans les **Hautes-Alpes** avec un volume de 109 460 m³ produits, soit un niveau au-dessus de la moyenne annuelle 2013-2022 (93 300 m³).

En **Vaucluse**, la production de BPE reste stable au cours de ces douze derniers mois par rapport aux douze mois précédents et retrouve son niveau moyen annuel de référence (365 420 m³ de BPE produits sur les douze derniers mois, environ 370 000 m³ de BPE produit annuellement entre 2013 et 2022).

Dans les **Alpes-Maritimes**, la production de BPE repart à la hausse (+4% sur les douze derniers mois par rapport aux douze mois précédents), mais reste largement en-dessous de ses niveaux de référence (677 400 m³ de BPE produits sur les douze derniers mois contre en moyenne 731 000 m³ entre 2013 et 2022).

Dans les **Alpes-de-Haute-Provence**, la vision de long-terme suggère une chute significative de la production de BPE, mais les volumes produits entre 2021 et mi-2023 étaient particulièrement élevés, dans le sillage d'un marché résidentiel neuf dynamique. De fait, le volume de BPE produit dans ce département sur les 12 derniers mois reste supérieur à son niveau moyen des dix dernières années (125 620 m³ de BPE produits sur les douze derniers mois contre une moyenne annuelle de 106 000 m³ entre 2013 et 2022).

Dans le **Var**, où la production de BPE fut particulièrement élevée en 2022-2023 à la faveur d'une activité dynamique sur le marché non-résidentiel neuf, la tendance s'inverse en 2024 puisque le volume produit sur les 12 derniers mois baisse de -10% comparé aux 12 mois précédents et se maintient légèrement sous son niveau moyen de long-terme (735 980 m³ de BPE produits sur les douze derniers mois contre une moyenne annuelle de 737 000 m³ entre 2013 et 2022).

Dans les **Bouches-du-Rhône**, la production de BPE poursuit en revanche sa tendance baissière, avec un volume livré sur les 12 derniers mois bien en-deçà de sa moyenne longue période (1 055 740 m³ de BPE produits sur les douze derniers mois contre en moyenne 1 330 000 m³ entre 2013 et 2022).

Source :
UNICEM pour le BPE
(données brutes, non cvs, non cjo)





COMMANDE PUBLIQUE

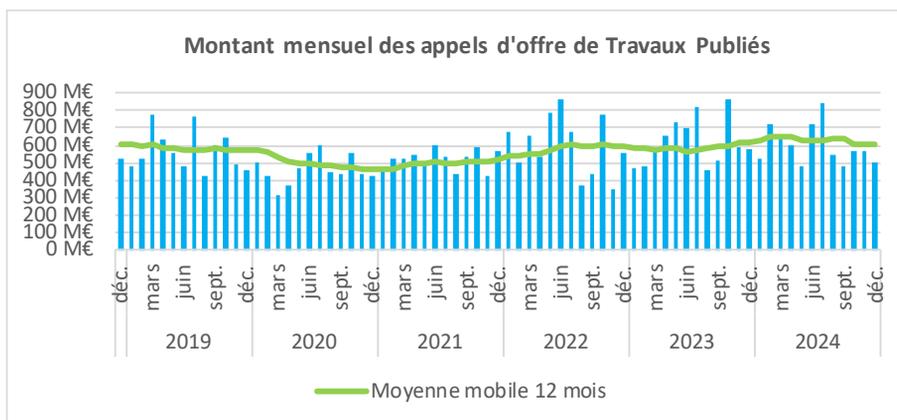
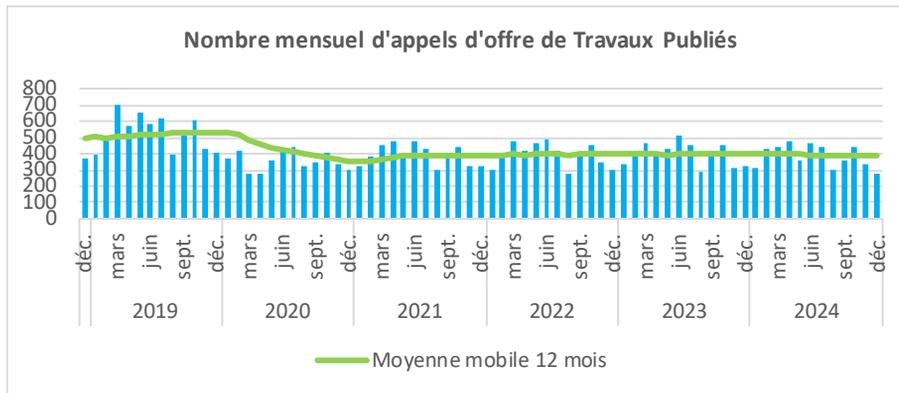
Marchés publics de travaux

Nombre de marchés publics de travaux publiés	Cumul 12 mois à déc. 2024 - Evol 1 an		
Total des AO publiés	4 660 AO	-2,7%	▼
dont bâtiment*	2 430 AO	+1,6%	▲
dont TP*	1 620 AO	-6,5%	▼
dont pôle local	2 750 AO	+0,8%	=
dont conseils territoriaux	310 AO	+2,8%	▲
dont Etat	580 AO	-4,2%	▼
dont autres	1 020 AO	-11,8%	▼

Montants des marchés publics de travaux publiés	Cumul 12 mois à déc. 2024 - Evol 1 an		
Total des AO publiés	7,2 Md€	-3,1%	▼
dont bâtiment*	2,7 Md€	+7,0%	▲
dont TP*	2,4 Md€	-6,7%	▼
dont pôle local	3,6 Md€	-0,3%	=
dont conseils territoriaux	0,6 Md€	+14,7%	▲
dont Etat	1,0 Md€	-30,5%	▼
dont autres	2,0 Md€	+6,9%	▲



*Une partie des appels d'offre recouvre les deux secteurs d'activité sans distinction et n'ont donc pas pu être recensé ici.



La commande publique recule en volume en 2024 dans la région : 4 660 appels d'offres de travaux ont été publiés au cumul sur l'année, en baisse de -2,7% par rapport à 2023. Cette baisse est plus visible pour les marchés de Travaux Publics (-6,5%) que pour les marchés de Bâtiment (+1,6%). Elle est également plus visible chez l'État et les grands acheteurs publics (opérateurs publics, bailleurs sociaux, hôpitaux, etc.) que dans le pôle local (où le nombre d'achats de travaux a légèrement augmenté en 2024 par rapport à 2023, à +0,8%) et chez les conseils territoriaux. Ces derniers ont en effet augmenté leurs achats en 2024, retrouvant légèrement des couleurs après une année 2023 difficile marquée par une forte baisse des DMTO (Droits de Mutations à Titre Onéreux, principales ressources des départements et liées aux transactions immobilières).

La valeur de la commande publique a également reflué en 2024 (-3,1%) du fait d'un mauvais dernier trimestre (-20% par rapport au 4^{ème} trimestre 2023) marqué par l'incertitude politique (censure du Gouvernement Barnier sans vote de budget).

Source :
VecteurPlus

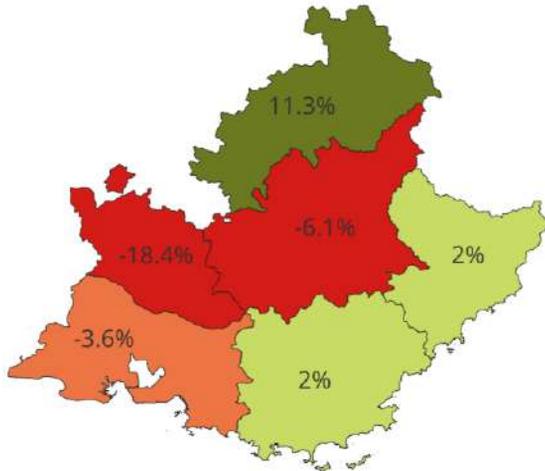




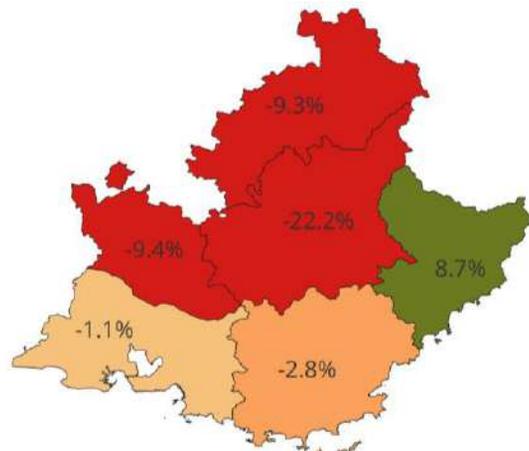
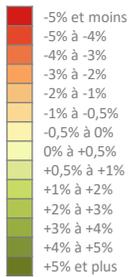
COMMANDE PUBLIQUE

Marchés publics de travaux

Nombre de marchés publics de travaux publiés sur 12 mois glissants à fin décembre 2024 - Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Montant des marchés publics de travaux publiés sur 12 mois glissants à fin décembre 2024 - Évolution par rapport aux 12 mois précédents



À l'échelle territoriale, le **Vaucluse** se démarque avec une forte baisse de la commande publique, en volume (-18,4% de marchés publiés) tout comme en valeur (-9,4% du montant attribué). Il en est de même dans les **Alpes-de-Haute-Provence**, où les achats publics chutent de -22,2% en valeur et de -6,1% en volume, et dans les **Bouches-du-Rhône**, où les achats publics reculent de -3,6% en valeur et de -1,1% en volume.

Dans les **Hautes-Alpes**, de nombreux achats ont eu lieu en début d'année 2024 induisant une hausse de +11,3% du volume en un an. Mais les montants de ces projets sont fortement inférieurs à ceux observés précédemment (-9,3% en cumul sur les 12 derniers mois).

Dans le **Var** le nombre de marchés publiés progresse de +2% alors qu'en valeur on observe une chute de -2,8%. À l'inverse, dans les **Alpes-Maritimes**, le nombre de marchés publiés est en hausse en volume (+2%) comme en valeur (+8,7%), sûrement du fait du lancement de gros projets d'aménagement.

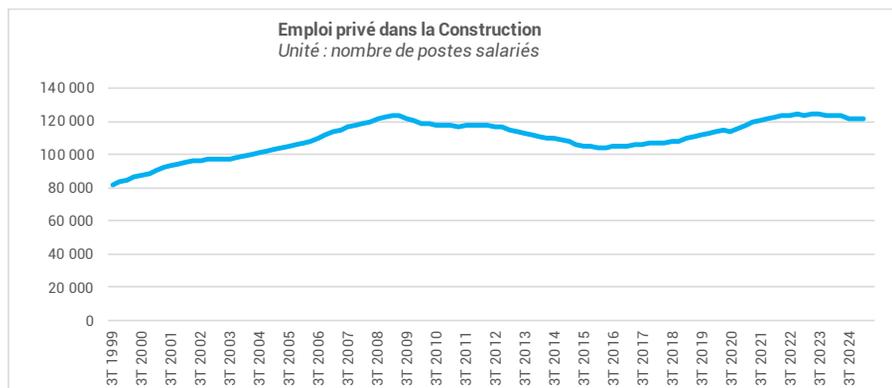




APPAREIL DE PRODUCTION

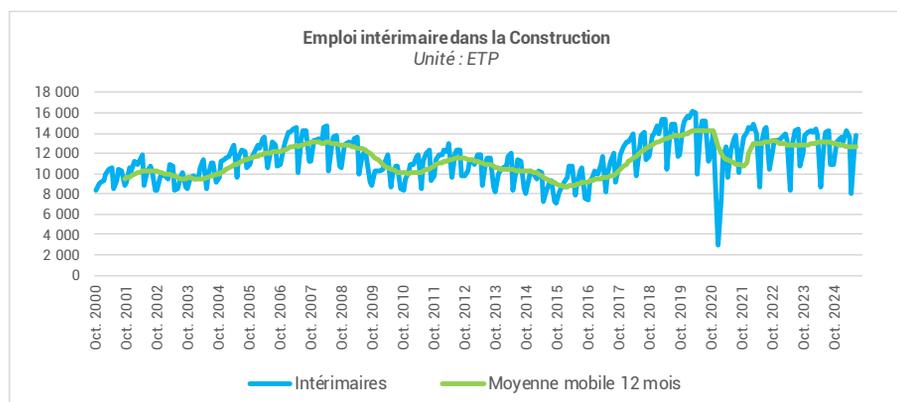
Emploi salarié et intérimaire

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	3° trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	121 350 sal.	-1,8%	▼



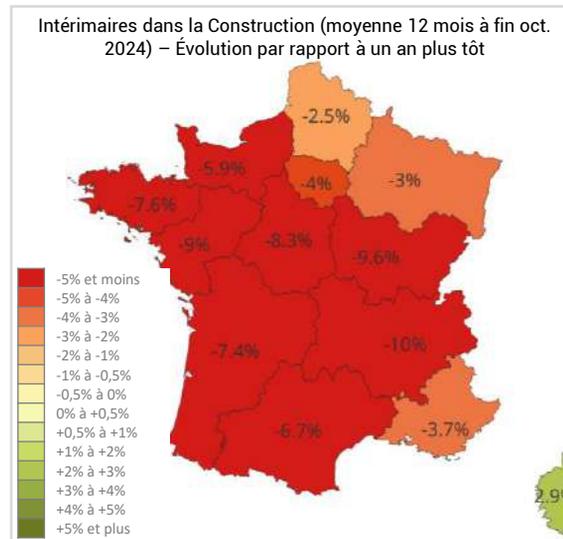
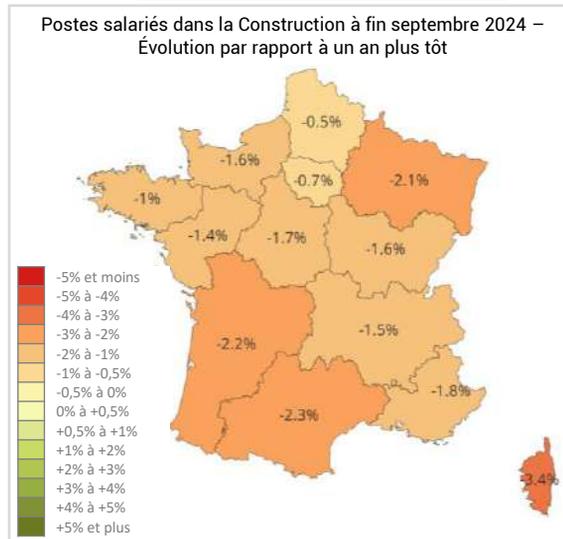
Alors que le nombre de postes salariés dans la construction a progressé à un rythme régulier depuis fin 2015, même lors de la crise Covid, l'emploi salarié s'est stabilisé en 2022 et décroît même légèrement depuis l'été 2023. Ainsi, à fin septembre 2024, le nombre de postes salariés dans le secteur Construction régional a perdu -1,8% de son volume de l'année précédente.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Oct. 2024 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Oct. 2024	13 809 ETP	-1,7%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Oct. 2024	11 466 ETP	-3,6%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Oct. 2024	12 625 ETP	-3,7%	▼



Sur les trois derniers mois, l'emploi intérimaire, considéré comme la variable d'ajustement de la main-d'œuvre pour faire face aux variations d'activité, a moins été sollicité par les entreprises de la construction de la région qu'il y a un an : -3,6%. De même en vision de long-terme, où l'emploi intérimaire recule de -3,7% (sur douze mois par rapport aux douze mois précédents), même si la région Provence-Alpes-Côte d'Azur semble plus résiliente que d'autres sur cet indicateur.

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.



Sources :

Emploi-salarié : ACOSS-URSSAF (données cvs)

Les données correspondent à un nombre de postes salariés

Emploi intérimaire : DARES (données brutes en équivalent temps plein)

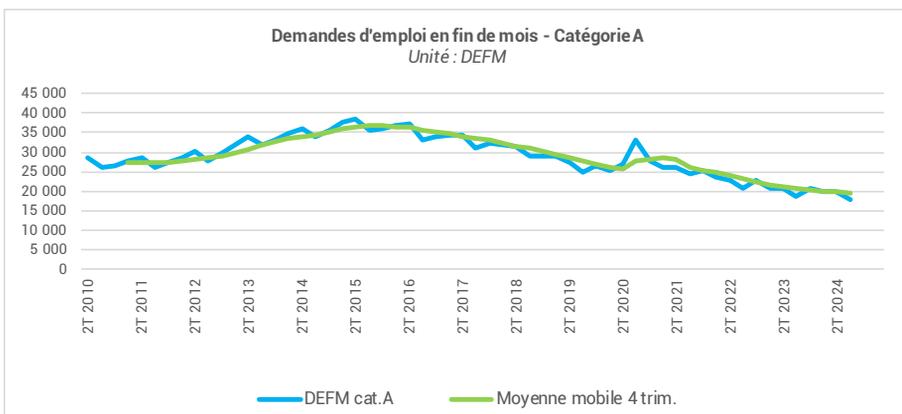
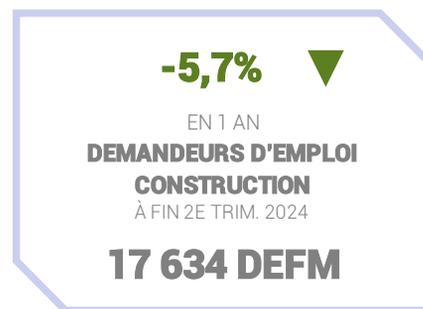




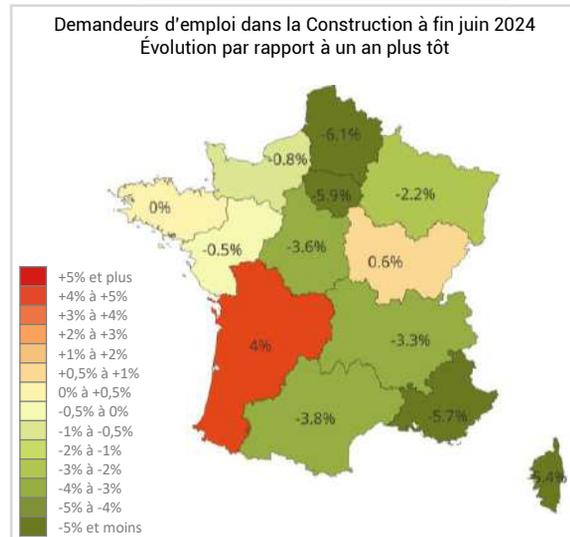
APPAREIL DE PRODUCTION

Demande d'emploi et embauches

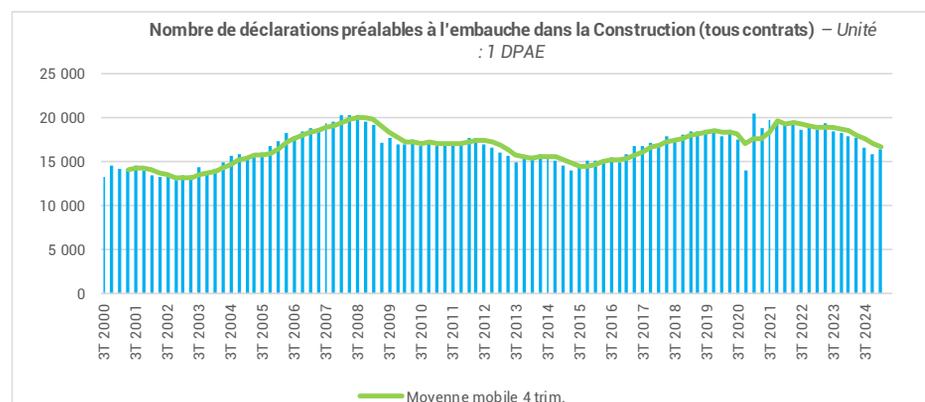
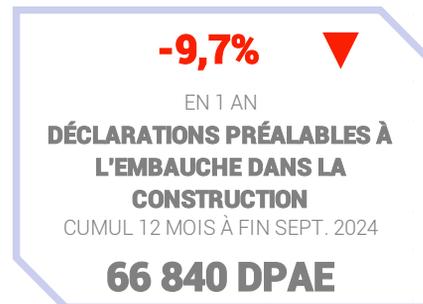
Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	2° trimestre 2024 - Evol 1 an		
DEFM Construction	17 634 DEFM	-5,7%	▼
DEFM tous secteurs économiques	235 463 DEFM	-2,5%	▼
% Construction / Ensemble de l'activité	7%	-0,3	▼



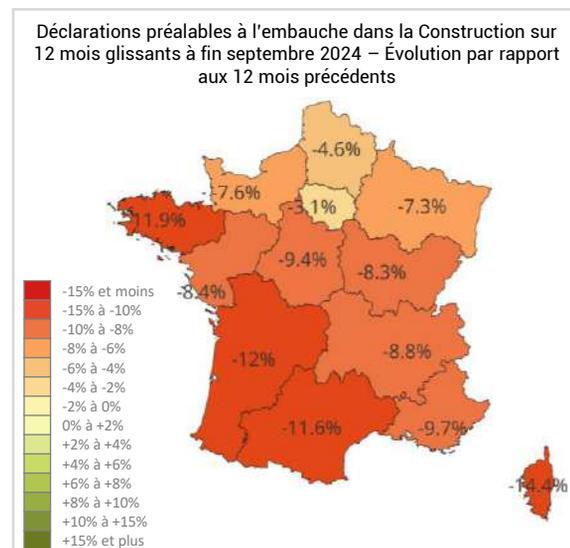
Le nombre de demandeurs d'emploi en Catégorie A (c'est-à-dire les personnes sans activité (et tenues de chercher un emploi) dans le secteur Construction continue de refluer : il cède encore -5,7% de son volume entre fin juin 2023 et fin juin 2024.



Déclarations préalables à l'embauche dans la Construction	Cumul 12 mois au T3 2024 - Evol 1 an		
Nombre total de DPAE	66 840 DPAE	-9,7%	▼
dont CDD courte durée (moins d'un mois)	9 000 DPAE	-6,2%	▼
dont CDD longue durée (plus d'un mois)	23 610 DPAE	-12,2%	▼
dont CDI	34 230 DPAE	-8,8%	▼



Après des recrutements plutôt dynamiques en 2021 et 2022, les intentions d'embauche marquent le pas dans la Construction : sur les douze derniers mois (à fin septembre 2024), les déclarations préalables à l'embauche enregistrées par l'URSSAF reculent en effet de -9,7% par rapport aux douze mois précédents dans la région. Tous les contrats sont concernés par cette baisse des intentions d'embauche, signe d'une activité qui s'essouffle, freinant les recrutements et les créations de postes.



Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

Sources :
DEFM : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

DPAE : URSSAF (données cvs)

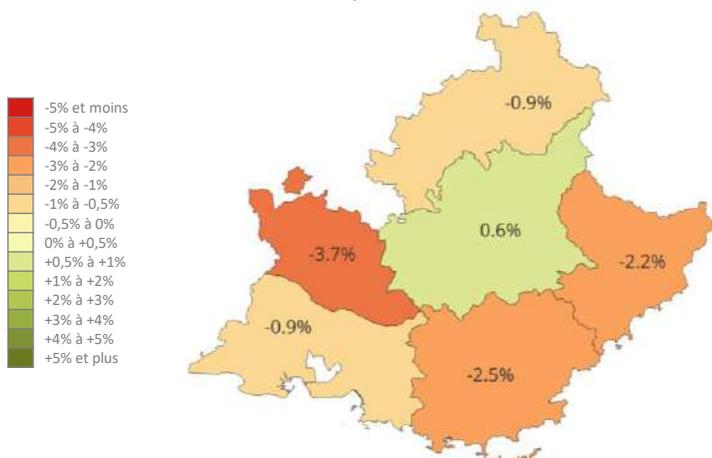




APPAREIL DE PRODUCTION

Emploi salarié et intérimaire, demande d'emploi et embauches

Postes salariés dans la Construction à fin septembre 2024 – Évolution par rapport à un an plus tôt



Le département des **Hautes-Alpes** enregistre au 3^{ème} trimestre 2024 un léger ralentissement de l'emploi-salarié (-0,9%), alors que l'emploi intérimaire chute fortement (-10,4% à fin octobre 2024) et que la baisse du nombre de demandeurs d'emploi est la plus forte de la région (-18,5% à fin juin 2024). Les intentions d'embauches sont également parmi les plus résilientes de la région (-4,3%). L'emploi intérimaire est donc clairement une variable d'ajustement dans ce département, face à une activité qui ralentit et une main-d'œuvre supplémentaire quasi-inexistante.

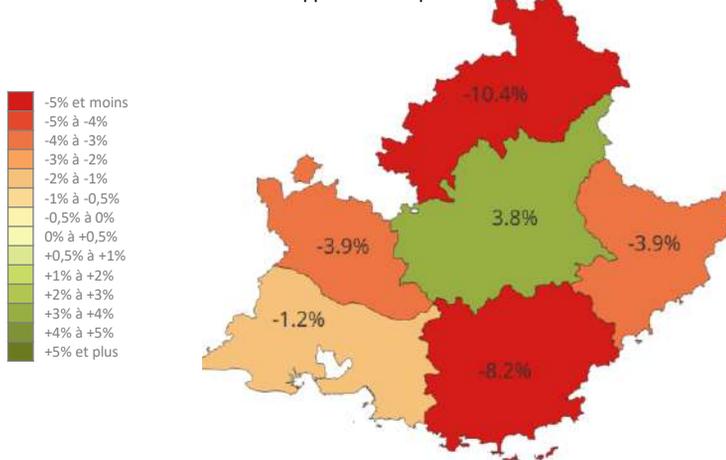
Dans le département des **Alpes-de-Haute-Provence**, l'emploi salarié progresse légèrement au 3^{ème} trimestre 2024 (+0,6%) alors que l'emploi intérimaire connaît une forte hausse (+3,8%). La baisse du nombre de demandeurs d'emploi tend à ralentir (-4,2% sur un an à fin juin) alors que les intentions d'embauches affichent le plus faible reflux de la région (-4,1%). Dans ce département, l'activité Construction semble donc être nettement plus résiliente qu'ailleurs.

Dans les **Bouches-du-Rhône**, l'emploi-salarié ralentit légèrement (-0,9% à fin septembre 2024 par rapport à un an plus tôt), de même que l'emploi intérimaire (-1,2% à fin octobre 2024) et les embauches (-7% à fin septembre 2024), tandis que le nombre de demandeurs d'emploi continue de s'assécher (-4,6% à fin juin 2024). Ce territoire, qui pèse plus de 40% de l'activité économique de la région, affiche de son côté une plus forte inertie aux changements conjoncturels.

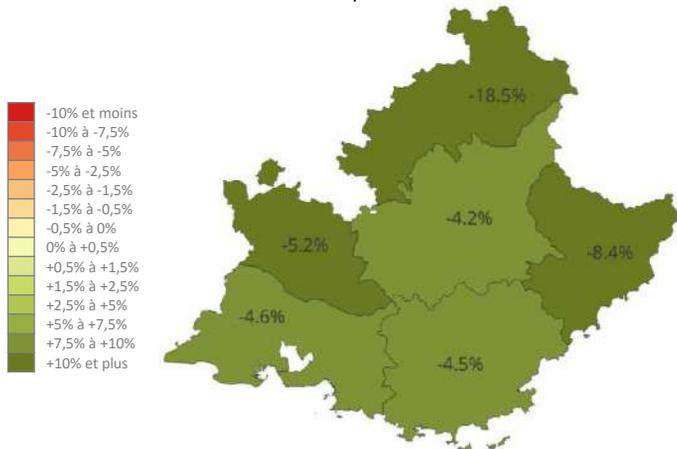
Dans le **Var**, les indicateurs sont tous en baisse, y compris celui des demandeurs d'emploi, signe d'une activité au point mort.

Les tendances les plus négatives se retrouvent dans les départements des **Alpes-Maritimes** et du **Vaucluse**, avec une forte baisse de l'emploi salarié (respectivement -2,2% et -3,7% à fin septembre 2024 par rapport à un an plus tôt) et des embauches (respectivement -13,6% et -15,4% en un an à fin septembre 2024, plus fortes baisses de la région), conjuguées à un recul significatif de l'emploi intérimaire (-3,9% à fin octobre 2024 pour les deux départements). En parallèle, le nombre de demandeurs d'emploi disponibles s'effondre de plus en plus (respectivement -8,4% et -5,2% en un an à fin juin 2024). Ces deux départements semblent donc clairement en difficulté au niveau de l'activité Construction, avec à la fois une perte de postes salariés et intérimaires, signe d'une activité en déclin, et aucune marge de manœuvre en cas de redémarrage brutal de l'activité, car il y'a de moins en moins de main-d'œuvre disponible.

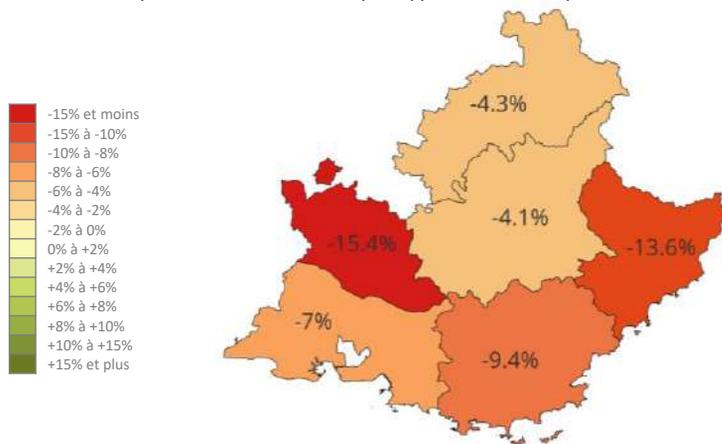
Intérimaires dans la Construction (moyenne 12 mois à fin oct. 2024) – Évolution par rapport à un an plus tôt



Demandeurs d'emploi dans la Construction à fin juin 2024 – Évolution par rapport à un an plus tôt



Déclarations préalables à l'embauche dans la Construction sur 12 mois glissants à fin septembre 2024 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Sources :

Emploi-salarié : ACOSS-URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés

Emploi intérimaire : DARES (données brutes en équivalent temps plein)

DEFM : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

DPAE : URSSAF (données cvs)

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

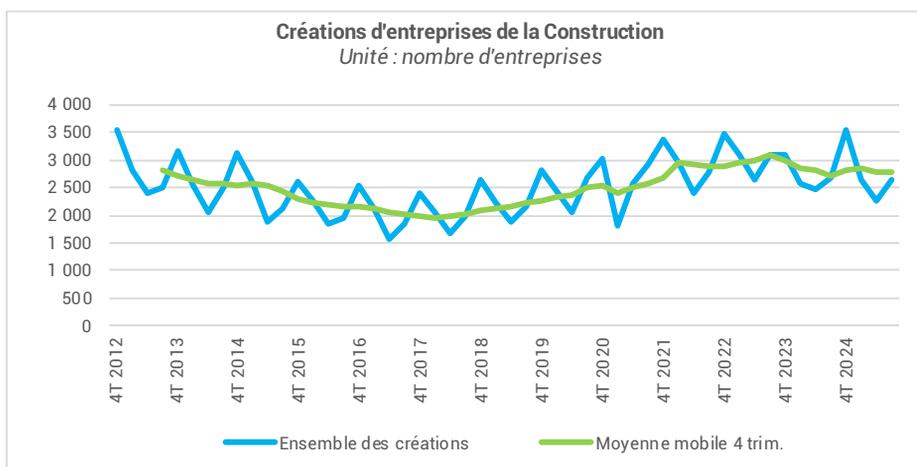




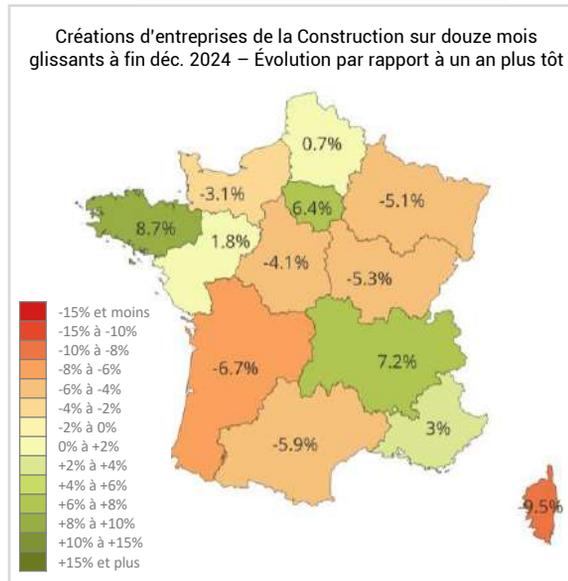
APPAREIL DE PRODUCTION

Créations d'entreprises

Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction	4e trim. 2024 - Evol 1 an		
Créations au cours du trimestre	2 652 créations	-0,8%	=
Dont créations hors micro-entrepreneurs	970 créations	+0,3%	=
Créations cumulées au cours des 4 derniers trimestres	11 128 créations	+3,0%	▲
Dont créations hors micro-entrepreneurs	4 006 créations	+0,7%	=



Les créations d'entreprises ont suivi une trajectoire favorable pendant plusieurs années ; en effet, la crise Covid n'avait pas freiné la création d'entreprises, mais l'année 2023 avait marqué la fin de cette croissance, témoignant d'une conjoncture beaucoup plus difficile pour le secteur de la Construction. L'année 2024 montre un léger regain : +3%, avec un volume d'immatriculations de près de 11 128 entreprises.



Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

Source : INSEE (données brutes)

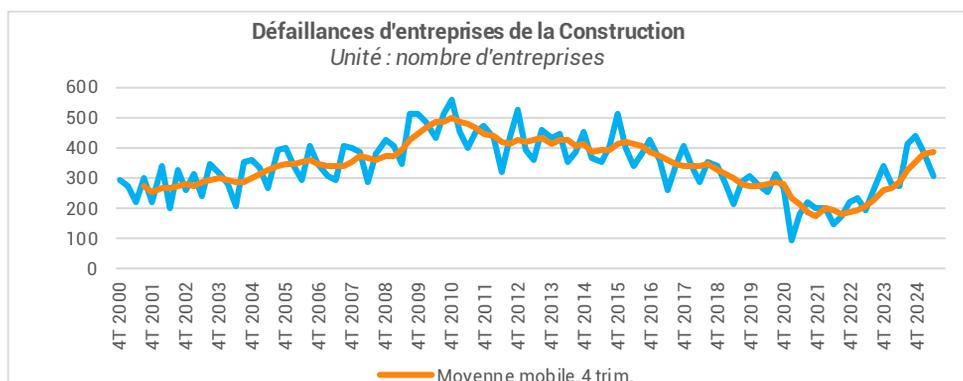
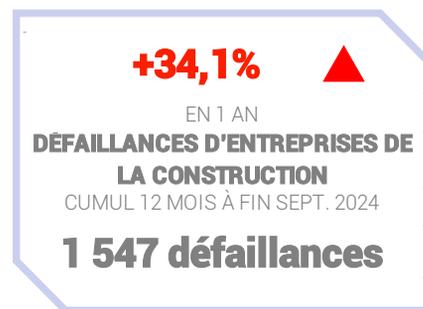




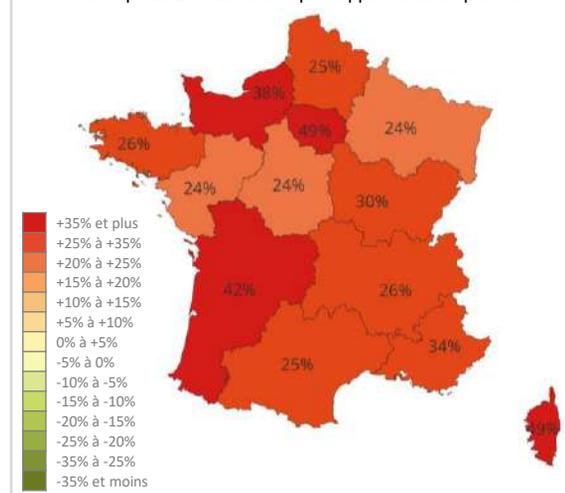
APPAREIL DE PRODUCTION

Défaillances d'entreprises

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	3e trim. 2024 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	306 défaillances	+10,9%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	1 547 défaillances	+34,1%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	780 salariés	-12,4%	▼
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	4 193 salariés	+15,2%	▲



Entreprises de la Construction défaillantes sur 12 mois glissants à fin sept. 2024 – Évolution par rapport à un an plus tôt



Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

Après être tombées à un niveau historiquement bas en 2020 et 2021, les défaillances d'entreprises de la Construction sont logiquement remontées en 2022. Mais si la hausse avait jusque là été plutôt contenue, les procédures se sont nettement accélérées en 2023 et se poursuivent en 2024. Sur les douze derniers mois à fin septembre 2024, la Banque de France a recensé plus de 1 547 dossiers d'entreprises défaillantes dans la région, soit une hausse de +34,1% comparé aux douze mois précédents.

Les défaillances augmentent donc nettement en 2024 et s'approchent progressivement des niveaux enregistrés entre 2008 et 2015, précédente crise économique mondiale. De plus ces défaillances actuelles touchent un nombre de salariés plus important qu'avant : les 1 547 entreprises défaillantes mettent ainsi en difficulté près de 4 190 salariés, un volume en hausse de +15% en un an.

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

Source :
Banque de France (données brutes)



PRINCIPALES TENDANCES DÉPARTEMENTALES SUR UN AN*

Alpes-de-Haute-Provence

		Evol N-1	
Autorisations logements	890 logts	-15,8%	▼
Mises en chantier logements	620 logts	-9,1%	▼
Mise en ventes de logements	150 logts	-56,3%	▼
Réservations de logements	80 logts	+11,8%	▲
Autorisations locaux	77 mill. m ²	-5,1%	▼
Mises en chantier locaux	36 mill. m ²	-3,7%	▼
Activité du trimestre Travaux Publics		+3,8%	▲
Activité cumulée Travaux Publics		+4,8%	▲
BPE	125 620 m ³	-16,8%	▼
Nombre Appels Offre publiés	270 AO	-6,1%	▼
Montant Appels Offre publiés	290 M€	-22,2%	▼
Salariés	3 420 sal.	+0,6%	►
Intérimaires	335 ETP	-11,7%	▼
Dem. d'emplois	553 DEFM	-4,2%	▼

Alpes-Maritimes

		Evol N-1	
Autorisations logements	4 830 logts	-13,7%	▼
Mises en chantier logements	4 140 logts	-12,0%	▼
Mise en ventes de logements	1 000 logts	-52,4%	▼
Réservations de logements	1 480 logts	-21,3%	▼
Autorisations locaux	309 mill. m ²	+1,0%	►
Mises en chantier locaux	86 mill. m ²	-60,3%	▼
Activité du trimestre Travaux Publics		+5,3%	▲
Activité cumulée Travaux Publics		+4,0%	▲
BPE	677 400 m ³	+3,8%	▲
Nombre Appels Offre publiés	940 AO	+2,0%	▲
Montant Appels Offre publiés	1 770 M€	+8,7%	▲
Salariés	24 842 sal.	-2,2%	▼
Intérimaires	2 025 ETP	-2,7%	▼
Dem. d'emplois	3 626 DEFM	-8,4%	▼

Var

		Evol N-1	
Autorisations logements	6 580 logts	-3,6%	▼
Mises en chantier logements	4 110 logts	-31,9%	▼
Mise en ventes de logements	1 020 logts	-54,1%	▼
Réservations de logements	1 360 logts	-24,6%	▼
Autorisations locaux	388 mill. m ²	+29,1%	▲
Mises en chantier locaux	205 mill. m ²	+0,9%	►
Activité du trimestre Travaux Publics		+7,4%	▲
Activité cumulée Travaux Publics		+0,7%	►
BPE	735 980 m ³	-10,4%	▼
Nombre Appels Offre publiés	1 040 AO	+2,0%	▲
Montant Appels Offre publiés	1 520 M€	-2,8%	▼
Salariés	23 240 sal.	-2,5%	▼
Intérimaires	1 780 ETP	-7,6%	▼
Dem. d'emplois	3 162 DEFM	-4,5%	▼

Hautes-Alpes

		Evol N-1	
Autorisations logements	1 270 logts	+2,4%	▲
Mises en chantier logements	950 logts	-33,5%	▼
Mise en ventes de logements	340 logts	+17,8%	▲
Réservations de logements	280 logts	-10,0%	▼
Autorisations locaux	65 mill. m ²	-8,1%	▼
Mises en chantier locaux	60 mill. m ²	+0,9%	►
Activité du trimestre Travaux Publics		-5,6%	▼
Activité cumulée Travaux Publics		+0,1%	►
BPE	109 460 m ³	-1,3%	▼
Nombre Appels Offre publiés	360 AO	+11,3%	▲
Montant Appels Offre publiés	400 M€	-9,3%	▼
Salariés	3 965 sal.	-0,9%	►
Intérimaires	785 ETP	-7,2%	▼
Dem. d'emplois	308 DEFM	-18,5%	▼

Bouches-du-Rhône

		Evol N-1	
Autorisations logements	10 190 logts	+15,3%	▲
Mises en chantier logements	7 570 logts	+0,2%	►
Mise en ventes de logements	1 540 logts	-48,4%	▼
Réservations de logements	2 050 logts	-31,6%	▼
Autorisations locaux	1 156 mill. m ²	+29,1%	▲
Mises en chantier locaux	486 mill. m ²	-21,4%	▼
Activité du trimestre Travaux Publics		+1,0%	►
Activité cumulée Travaux Publics		+3,7%	▲
BPE	1 055 740 m ³	-8,8%	▼
Nombre Appels Offre publiés	1 500 AO	-3,6%	▼
Montant Appels Offre publiés	2 500 M€	-1,1%	▼
Salariés	52 516 sal.	-0,9%	►
Intérimaires	5 547 ETP	-1,7%	▼
Dem. d'emplois	7 964 DEFM	-4,6%	▼

Vaucluse

		Evol N-1	
Autorisations logements	2 130 logts	-27,8%	▼
Mises en chantier logements	2 030 logts	-29,9%	▼
Mise en ventes de logements	210 logts	-67,9%	▼
Réservations de logements	350 logts	-43,1%	▼
Autorisations locaux	479 mill. m ²	+26,9%	▲
Mises en chantier locaux	251 mill. m ²	+44,9%	▲
Activité du trimestre Travaux Publics		+2,9%	▲
Activité cumulée Travaux Publics		+1,4%	▲
BPE	365 420 m ³	+0,5%	►
Nombre Appels Offre publiés	510 AO	-18,4%	▼
Montant Appels Offre publiés	610 M€	-9,4%	▼
Salariés	13 367 sal.	-3,7%	▼
Intérimaires	993 ETP	-2,5%	▼
Dem. d'emplois	2 020 DEFM	-5,2%	▼

Sources utilisées dans cette note de conjoncture :

-SDES, Sit@del2 (logements en date réelle estimée et locaux en date de prise en compte)	-Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation	-VecteurPlus
-SDES, ECLN (données brutes)	-FNTP/INSEE	-ACOSS-URSSAF (données cvs)
	-Enquête FRTP/CERC	-DARES (données brutes)
	-UNICEM (données brutes)	-INSEE (données brutes)
		-Banque de France (données brutes)

* Evolution sur 1 an par rapport à la même période N-1

- Autorisations et mises en chantier de logements au cours des 12 derniers mois à fin déc. 2024
- Autorisations et mises en chantier de locaux au cours des 12 derniers mois à fin déc. 2024
- Mises en vente et réservations de logements neufs au cours des 12 derniers mois à fin sept. 2024
- Activité Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires au 3e trim. 2024 comparé au 3e trim. 2023 en valeur
- Activité cumulée Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires cumulé depuis le début de l'année au 3e trim. 2024 comparé à un an plus tôt en valeur
- BPE : production brute de BPE des 12 derniers mois à fin oct. 2024
- Nombre et montants des appels d'offre travaux publiés au cours des 12 derniers mois à fin déc. 2024
- Salariés : effectifs salariés, en nombre de postes, à fin 3e trim. 2024
- Intérimaires : effectifs intérimaires employés dans la Construction, en ETP brut - moyenne 3 mois à fin oct. 2024
- Dem. d'emplois : demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A dans la Construction à fin 2e trim. 2024

Avec le concours des Membres de la CERC



CERC Provence-Alpes-Côte d'Azur
Tél. : 04-88-22-66-50
Mail : cerc.paca@gmail.com
www.cerc-paca.fr

Avec le concours des Membres du GIE Réseau des CERC